

### SOMMAIRE

**Édito** p.1 **Points clés** p.1 **Comparaisons régionales du tabagisme en France** p.2 **Le tabagisme dans la région Grand Est** p.6 **La morbidité et la mortalité associées au tabac dans la région Grand Est** p.10 **La lutte contre le tabac, une priorité de santé qui mobilise l'ensemble des acteurs en Grand Est** p.16 **Conclusion et perspectives** p.20 **Sources des données** p.21 **Définition des variables** p.22 **Effectifs régionaux des enquêtes** p.23 **Bibliographie** p.24

### ÉDITO

La consommation de tabac est la première cause de mortalité prématurée évitable en France. Le Grand Est reste une région de fumeurs, comme le confirme le Baromètre de Santé publique France 2017 avec environ 1,2 millions de fumeurs quotidiens chez les 18-75 ans. Une analyse plus détaillée permet d'observer des variations importantes de la prévalence du tabagisme entre les différents territoires, confirmant le tabagisme comme marqueur et facteur d'aggravation des inégalités sociales.

Il est possible d'éviter les maladies et les morts liées au tabac comme l'ont fait d'autres pays tels le Royaume-Uni ou la Norvège. L'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est, dans son Programme Régional de Lutte contre le Tabac (PRLT), a inscrit la lutte contre le tabagisme comme une de ses grandes priorités en retenant trois axes. Le premier, intitulé « protéger les jeunes et éviter l'entrée dans le tabac », repose sur le développement des compétences psycho-sociales associé à des mesures de réduction de l'offre et de dénormalisation de la consommation de tabac. Le second axe vise à aider les fumeurs à arrêter de fumer, ce qui est le souhait de deux fumeurs sur trois. Face à une des drogues les plus dures sur les marchés des produits licites et illicites, il est possible d'aider les fumeurs à franchir le pas en développant leur motivation, collectivement ou individuellement. Ceci nécessite l'implication active des différents professionnels de santé et donc une formation rigoureuse (initiale et continue) afin que la prise en charge des fumeurs devienne systématique, à chaque consultation (quel qu'en soit le motif), et à chaque hospitalisation. Enfin, le troisième et dernier axe qui consiste à créer un environnement favorable, vise à la dénormalisation du tabac. Il convient de casser l'image encore positive de la consommation de tabac dans la société française en démontrant que le tabac n'est pas un produit banal puisque sa consommation tue ses usagers. Parallèlement, il est souhaitable d'étendre les lieux non-fumeurs, par exemple, aux universités, mairies, ARS, parcs publics, lieux de pratique d'activité physique..., notamment dans le cadre des contrats locaux de santé.

L'ARS et tous les acteurs du Grand Est, à travers une Instance Tabac, s'impliquent activement dans la lutte contre le tabac, lutte qui a le rapport coût/efficacité le plus rentable après les vaccinations infantiles.

Christophe Lannelongue,  
Directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est

Professeur Yves Martinet,  
Président de Grand Est Sans Tabac (GEST)

### POINTS CLÉS

- En 2017, la région Grand Est comptait 1,2 millions de fumeurs quotidiens âgés de 18 à 75 ans. A structure d'âge identique, la région Grand Est figurait au 4<sup>ème</sup> rang des régions où le tabagisme était le plus fréquent (30,1 % de fumeurs quotidiens dans la région) après Provence-Alpes-Côte d'Azur (32,2 %), les Hauts-de-France (30,5 %) et l'Occitanie (30,3 %).
- 74,7 % des fumeurs quotidiens du Grand Est fumaient de façon intensive (> 10 cigarettes/jour), soit davantage que la moyenne nationale (66,8 %) et près d'un quart (23,1 %) présentait une forte dépendance au tabac, contre 18,4 % pour la moyenne nationale.
- Un peu plus d'un fumeur quotidien sur deux (55,3 %) avait envie d'arrêter de fumer et un sur quatre (25,1 %) avait fait une tentative d'arrêt d'au moins une semaine au cours de l'année écoulée.
- Reflet d'habitudes tabagiques fréquentes, le Grand Est présentait une incidence et une mortalité élevées pour les pathologies les plus associées au tabac (cancer du poumon, broncho-pneumopathie chronique obstructive et cardiopathies ischémiques) avec de fortes disparités entre les départements ; la Moselle, la Meurthe-et-Moselle et les Ardennes présentant les situations les plus préoccupantes.

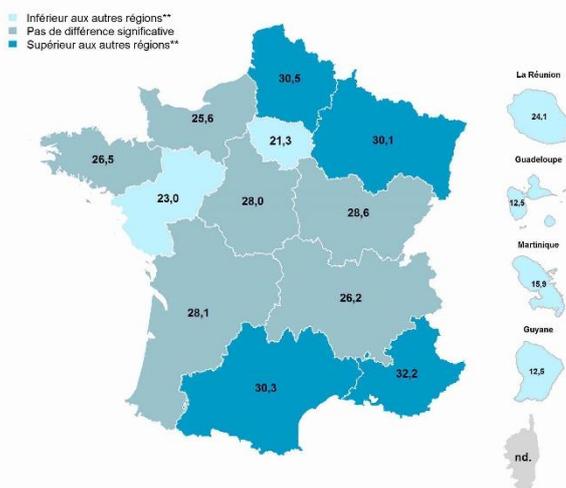
# COMPARAISONS RÉGIONALES DU TABAGISME EN FRANCE

## Tabagisme quotidien chez les adultes de 18 à 75 ans

En 2017, selon le Baromètre de Santé publique France, le tabagisme quotidien parmi les 18-75 ans variait de 21,3 % à 32,2 % selon les régions de France métropolitaine et la moyenne nationale était de 26,9 % (figure 1). Deux régions avaient une prévalence moins élevée que les autres régions métropolitaines ( $p < 0,05$ ) : l'Île-de-France (21,3 %) et les Pays de la Loire (23,0 %) alors que quatre régions se distinguaient par une prévalence plus élevée ( $p < 0,05$ ) : le **Grand Est (30,1 %)**, l'Occitanie (30,3 %), les Hauts-de-France (30,5 %) et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (32,2 %). Les régions Normandie (25,6 %), Auvergne-Rhône-Alpes (26,2 %), Bretagne (26,5 %), Centre-Val de Loire (28,0 %), Nouvelle-Aquitaine (28,1 %) et Bourgogne-Franche-Comté (28,6 %), n'étaient pas différentes des autres régions métropolitaines.

Selon le Baromètre de Santé publique France, en 2014, la Guadeloupe (12,5 %), la Guyane (12,5 %), et la Martinique (15,9 %) affichaient des prévalences comparables entre elles et particulièrement faibles par rapport à la France métropolitaine, tandis que la prévalence observée à La Réunion (24,1 %) se rapprochait de celle observée en France métropolitaine.

Figure 1 : Prévalences régionales standardisées\* du tabagisme quotidien chez les adultes de 18 à 75 ans en 2017 (France métropolitaine) et en 2014 (départements et régions d'outre-mer)

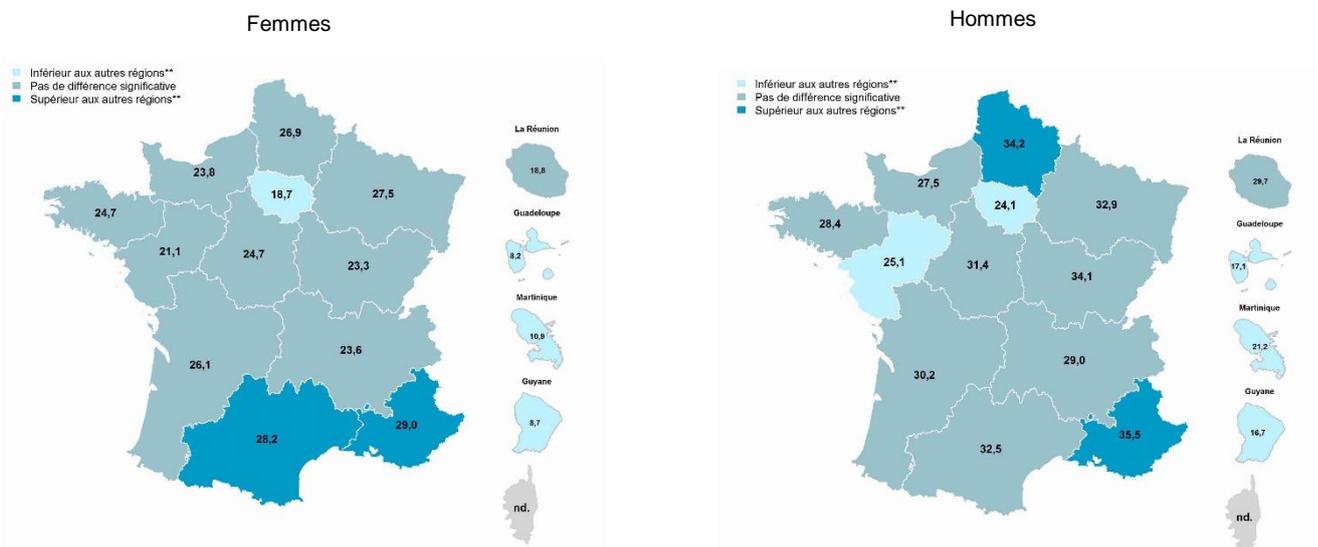


\* Prévalence standardisée sur le sexe croisé par l'âge pour 100 habitants, population de référence : Insee, enquête emploi 2016.

\*\* Différence significative entre la prévalence observée dans une région comparée à celle de l'ensemble des autres régions. Le test utilisé est un chi deux de Pearson avec correction d'ordre deux de Rao-Scott, et le seuil de significativité est fixé à 5 %.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire ; DROM (hors Mayotte), population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire. Sources : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France), Baromètre santé DOM 2014 (Inpes).

Figure 2 : Prévalences régionales standardisées\* du tabagisme quotidien chez les adultes de 18 à 75 ans selon le sexe, en 2017 (France métropolitaine) et en 2014 (départements et régions d'outre-mer)



\* Prévalence standardisée sur l'âge pour 100 habitants, population de référence : Insee, enquête emploi 2016.

\*\* Différence significative entre la prévalence observée dans une région comparée à celle de l'ensemble des autres régions. Le test utilisé est un chi deux de Pearson avec correction d'ordre deux de Rao-Scott, et le seuil de significativité est fixé à 5 %.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire ; DROM (hors Mayotte), population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire. Sources : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France), Baromètre santé DOM 2014 (Inpes).

La prévalence du tabagisme quotidien parmi les 18-75 ans en 2017, plus élevée chez les hommes que chez les femmes quelle que soit la région, variait de 18,7 % à 29,0 % chez les femmes et de 24,1 % à 35,5 % chez les hommes selon les régions de France métropolitaine (figure 2).

En ajustant sur l'âge, le sexe, le revenu du foyer par unité de consommation, le niveau de diplôme et la situation professionnelle, les régions Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne-Franche-Comté et Hauts-de-France ne se distinguaient pas du reste de la France métropolitaine pour le tabagisme quotidien (tableau 1). En revanche, les régions Pays de la Loire et Île-de-France se trouvaient associées à un tabagisme quotidien moins fréquent par rapport à l'ensemble des autres régions métropolitaines. A l'inverse, les régions **Grand Est**, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient associées à un tabagisme quotidien plus fréquent par rapport à l'ensemble des autres régions métropolitaines.

Tableau 1 : Nombre estimé de fumeurs quotidiens, taux bruts et standardisés\*, et odds ratios\*\* associés au fait d'habiter dans une région par rapport au reste de la France métropolitaine pour le tabagisme quotidien chez les adultes de 18 à 75 ans

	Nombre estimé de fumeurs quotidiens	Fumeurs quotidiens (taux brut)	IC 95 %	Fumeurs quotidiens (taux standardisé*)	IC 95 %	OR ajusté**	IC 95 %
Île-de-France	1 900 000	22,1 %	[20,6-23,7]	21,3 %	[19,9-22,9]	0,87	[0,80-0,95]
Pays de la Loire	600 000	23,2 %	[20,7-26,0]	23,0 %	[20,5-25,8]	0,75	[0,66-0,86]
Normandie	600 000	25,2 %	[22,3-28,2]	25,6 %	[22,8-28,7]	0,90	[0,78-1,03]
Auvergne-Rhône-Alpes	1 500 000	26,3 %	[24,4-28,2]	26,2 %	[24,4-28,2]	0,95	[0,87-1,04]
Bretagne	600 000	26,4 %	[23,6-29,3]	26,5 %	[23,8-29,5]	0,99	[0,87-1,13]
Centre-Val de Loire	500 000	27,0 %	[23,7-30,7]	28,0 %	[24,5-31,7]	1,02	[0,87-1,18]
Nouvelle-Aquitaine	1 100 000	27,4 %	[25,2-29,7]	28,1 %	[25,9-30,5]	1,04	[0,94-1,15]
Bourgogne-Franche-Comté	500 000	27,8 %	[24,6-31,2]	28,6 %	[25,4-32,1]	1,04	[0,90-1,19]
Occitanie	1 200 000	29,3 %	[27,0-31,6]	30,3 %	[28,0-32,7]	1,18	[1,06-1,30]
<b>Grand Est</b>	<b>1 200 000</b>	<b>30,3 %</b>	<b>[27,9-32,8]</b>	<b>30,1 %</b>	<b>[27,7-32,6]</b>	<b>1,14</b>	<b>[1,03-1,27]</b>
Hauts-de-France	1 300 000	30,8 %	[28,2-33,4]	30,5 %	[27,9-33,1]	0,98	[0,88-1,09]
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 200 000	31,4 %	[28,7-34,2]	32,2 %	[29,5-34,9]	1,28	[1,14-1,43]

\* Prévalence standardisée sur le sexe croisé par l'âge pour 100 habitants, population de référence : Insee, enquête emploi 2016.

\*\* Odds ratios associés à chaque région par rapport au reste de la France, ajustés sur l'âge, le sexe, le revenu par unité de consommation, le niveau de diplôme et la situation professionnelle. Les odds ratios significatifs sont surlignés. Résultats issus d'une régression logistique multivariée.

OR : odds ratio ; IC95% : intervalle de confiance à 95%.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

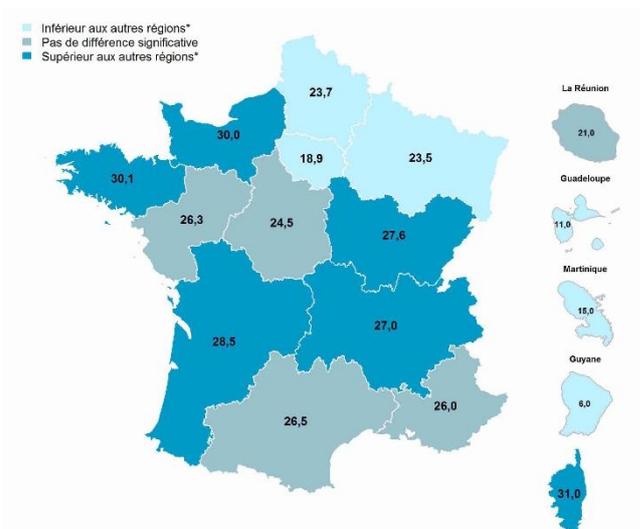
Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

## Tabagisme quotidien à 17 ans

En 2017, selon l'enquête Escapad (OFDT), chez les jeunes de 17 ans, l'usage quotidien du tabac variait de 18,9 % à 31,0 % selon les régions (figure 3) et la moyenne nationale était de 25,1 %. La prévalence la plus faible était enregistrée en Île-de-France (18,9 %) suivi du **Grand Est (23,5 %)** et des Hauts-de-France (23,7 %), avec des différences statistiquement significatives par rapport aux autres régions. A l'inverse, les régions Auvergne-Rhône-Alpes (27,0 %), Bourgogne-Franche-Comté (27,6 %), Nouvelle-Aquitaine (28,5 %), Normandie (30,0 %), Bretagne (30,1 %) et Corse (31,0 %) se distinguaient par une prévalence statistiquement plus élevée par rapport aux autres régions. Les régions Centre-Val de Loire (24,5 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (26,0 %), Pays de la Loire (26,3 %) et Occitanie (26,5 %) n'étaient pas différentes des autres régions.

La Guyane (6,0 %), la Guadeloupe (11,0 %), et la Martinique (15,0 %) affichaient des prévalences du tabagisme quotidien à 17 ans comparables entre elles et particulièrement faibles par rapport à la France métropolitaine, tandis que la prévalence observée à La Réunion (21,0 %) se rapprochait de celle observée en France métropolitaine.

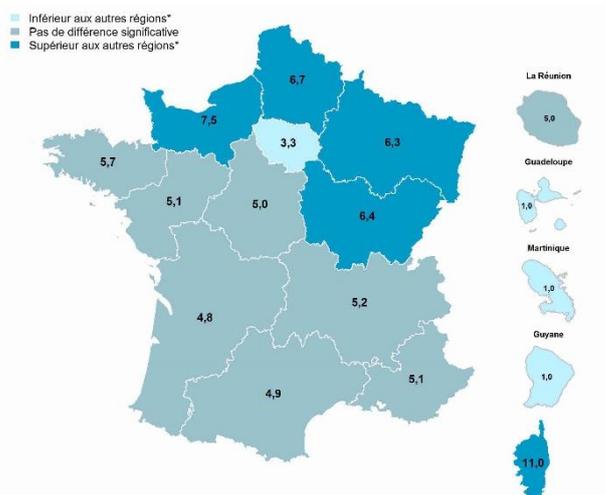
Figure 3 : Prévalences régionales du tabagisme quotidien à 17 ans en 2017



\* Différence entre la prévalence dans la région et la moyenne nationale statistiquement inférieure ou supérieure au seuil de 5%.  
 Champ : France entière (hors Mayotte), population âgée de 17 ans.  
 Source : Enquête Escapad 2017 (OFDT).

Chez les jeunes de 17 ans, l'usage intensif du tabac (au moins 10 cigarettes par jour durant les 30 derniers jours) variait de 3,3 % à 11,0 % selon les régions (figure 4) et la moyenne nationale était de 5,2 %. La prévalence la plus faible était enregistrée en Île-de-France (3,3 %). A l'inverse, les régions Corse (11,0 %), Normandie (7,5 %), Hauts-de-France (6,7 %), Bourgogne-Franche-Comté (6,4 %) et **Grand Est (6,3 %)** se distinguaient par une prévalence statistiquement plus élevée par rapport aux autres régions. La prévalence de l'usage intensif du tabac à 17 ans était significativement plus faible aux Antilles et en Guyane, tandis que La Réunion (5,0 %) affichait une prévalence similaire à celle de la France métropolitaine.

Figure 4 : Prévalences régionales du tabagisme intensif à 17 ans en 2017



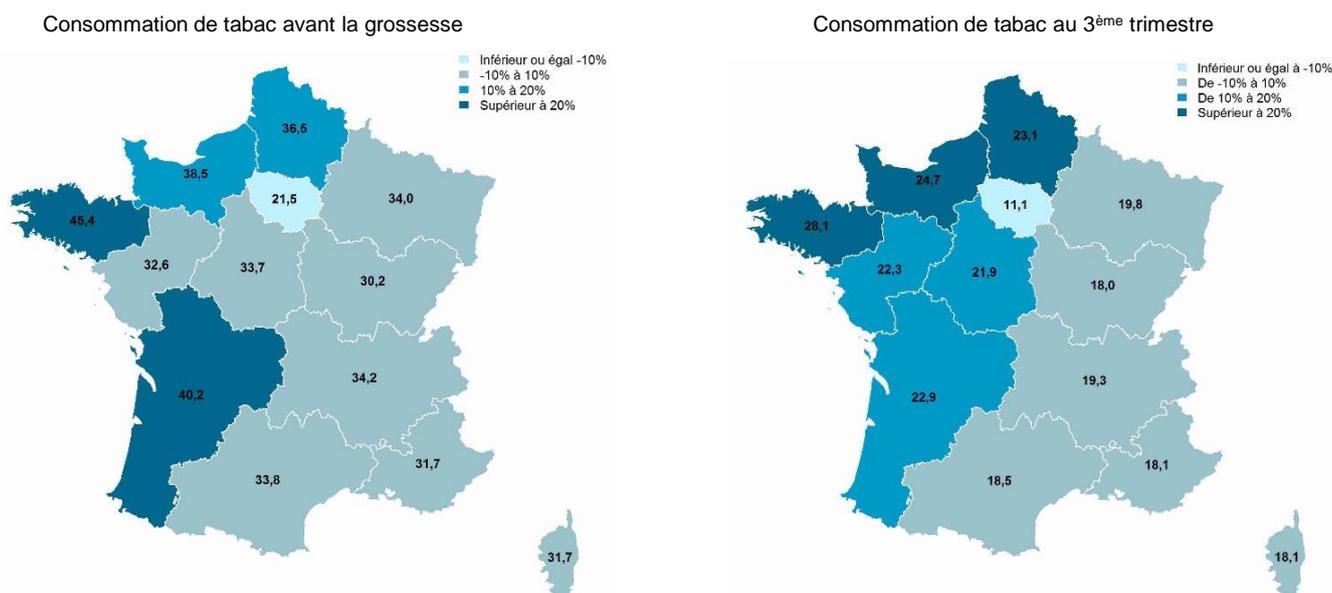
\* Différence entre la prévalence dans la région et la moyenne nationale statistiquement inférieure ou supérieure au seuil de 5%.  
 Champ : France entière (hors Mayotte), population âgée de 17 ans.  
 Source : Enquête Escapad 2017 (OFDT).

## Tabagisme chez les femmes enceintes

En 2016, selon l'enquête nationale périnatale, la prévalence de la consommation de tabac était estimée à 30,0 % [29,2-30,9] avant la grossesse en France métropolitaine. A l'échelle régionale, les prévalences standardisées du tabagisme montrent des disparités (figure 5). La seule région à avoir une prévalence inférieure de plus de 10 % (écart relatif) par rapport à la moyenne nationale était l'Île-de-France (21,5 %). Les régions Hauts-de-France et Normandie avaient des prévalences supérieures de 10 à 20 % par rapport à la moyenne nationale (respectivement de 36,5 % et 38,5 %), tandis que les prévalences de la Nouvelle-Aquitaine et la Bretagne étaient supérieures de plus de 20 % (respectivement 40,2 % et 45,4 % de prévalence). Les régions **Grand Est (34,0 %)**, Auvergne-Rhône-Alpes (34,2 %), Bourgogne-Franche-Comté (30,2 %), Centre-Val de Loire (33,7 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse (31,7 %) (données regroupées par question d'effectif), Pays de la Loire (32,6 %) et Occitanie (33,8 %) étaient proches de la moyenne nationale.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre de grossesse, la prévalence de la consommation de tabac était estimée à 16,2 % [15,5-16,9] en 2016. Comme pour le tabagisme avant la grossesse, les prévalences standardisées régionales au 3<sup>ème</sup> trimestre montrent des disparités (figure 5). L'Île-de-France restait la seule région à présenter une prévalence inférieure de plus de 10 % par rapport à la moyenne nationale (11,1 %). Le Centre-Val de Loire, les Pays de la Loire et la Nouvelle-Aquitaine avaient des prévalences supérieures de 10 à 20 % par rapport à la moyenne nationale (respectivement 21,9 %, 22,3 % et 22,9 %), tandis que les Hauts-de-France et la Normandie rejoignent la Bretagne avec des prévalences supérieures à 20 % (respectivement 23,1 %, 24,7 %, et 28,1 %). Les régions **Grand Est (19,8 %)**, Auvergne-Rhône-Alpes (19,3 %), Bourgogne-Franche-Comté (18,0 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (18,1 %) et Occitanie (18,5 %) étaient proches de la moyenne nationale.

Figure 5 : Prévalences régionales standardisées\* du tabagisme chez les femmes enceintes avant la grossesse et au 3<sup>ème</sup> trimestre en 2016, et écarts relatifs\*\* à la prévalence nationale



\*Prévalence standardisée sur l'âge et le niveau d'étude pour 100 femmes enceintes, population de référence : Insee, 2014. Les estimations sont basées sur une répartition des femmes en fonction de leur lieu d'accouchement. Les régions PACA et Corse ont été regroupées pour une question d'effectif.

\*\*Les écarts à la prévalence nationale représentés sur les deux cartes par des codes couleur sont des écarts relatifs positifs ou négatifs.

Champ : France métropolitaine, femmes ayant accouché en 2016 dans une maternité publique ou privée.

Source : Enquête nationale périnatale 2016 (Inserm).

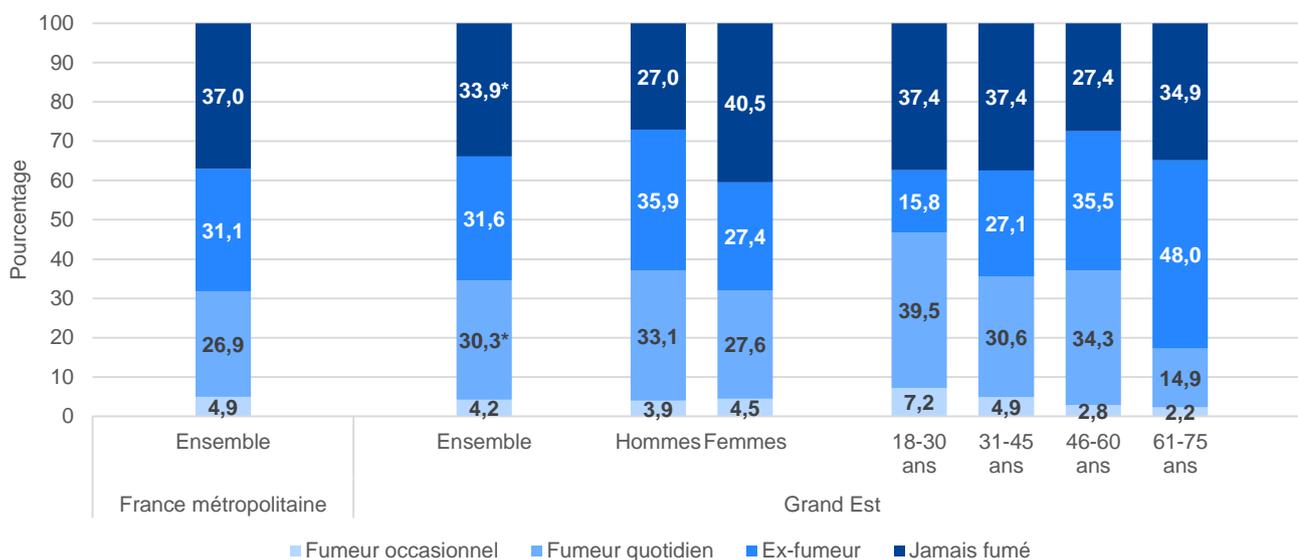
## LE TABAGISME DANS LA RÉGION GRAND EST

### Statut tabagique chez les adultes de 18 à 75 ans

En 2017, dans la région Grand Est, 34,5 % des personnes âgées de 18-75 ans déclaraient fumer quotidiennement ou occasionnellement, 37 % des hommes et 32,1 % des femmes. En comparaison, la proportion de fumeurs quotidiens ou occasionnels en France métropolitaine était de 31,9 %.

La consommation quotidienne de tabac en Grand Est s'élevait à 30,3 % parmi les 18-75 ans contre 26,9 % en France métropolitaine ( $p < 0,01$ ). Le nombre de fumeurs quotidiens dans la région est estimé à 1 200 000 (tableau 1). La répartition par sexe de fumeurs quotidiens, pour la région, était de 33,1 % [29,6 – 36,8] chez les hommes et 27,6 % [24,3 - 31,2] chez les femmes. La consommation occasionnelle de tabac s'élevait à 4,2 % pour la région, proportion non statistiquement différente de celle de France métropolitaine (4,9 %). La répartition par sexe de fumeurs occasionnels, pour la région Grand Est, était de 3,9 % chez les hommes et 4,5 % chez les femmes (figure 6).

Figure 6 : Statut tabagique des 18-75 ans en 2017 en France métropolitaine et Grand Est, et selon le sexe et l'âge pour la région Grand Est, 2017



Les \* indiquent une différence significative entre la région et le reste de la France métropolitaine.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

Le statut tabagique varie selon le niveau de diplôme et le revenu moyen. Ainsi, en 2017, les proportions de fumeurs quotidiens et d'ex-fumeurs étaient plus élevées parmi les personnes ayant un niveau d'étude inférieur au baccalauréat (35,2 % de fumeurs quotidiens et 34,3 % d'anciens fumeurs) et la prévalence du tabagisme quotidien diminuait lorsque le niveau d'études augmentait (tableau 2). De même, la proportion de fumeurs quotidiens était plus élevée chez les personnes ayant un faible niveau de revenu (1<sup>er</sup> tercile, 38,6 %).

Tableau 2 : Statut tabagique selon le niveau de diplôme et le niveau de revenu en région Grand Est, 2017

	Fumeur occasionnel	Fumeur quotidien	Ex-fumeur	Jamais fumé
<b>Diplômes</b>				
< BAC	2,6 %	35,2 %	34,3 %	27,9 %
BAC	6,5 %	28,9 %	25,7 %	39,0 %
> BAC	5,8 %	21,8 %	30,6 %	41,9 %
<b>Revenu*</b>				
1 <sup>er</sup> tercile (faible)	3,1 %	38,6 %	27,6 %	30,7 %
2 <sup>nd</sup> tercile	5,6 %	30,2 %	29,8 %	34,4 %
3 <sup>ème</sup> tercile (élevé)	3,8 %	21,7 %	39,3 %	35,2 %
Refus/NSP**	5,2 %	15,6 %	31,5 %	47,6 %

\* Revenu par unité de consommation.

\*\* NSP : ne sait pas.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

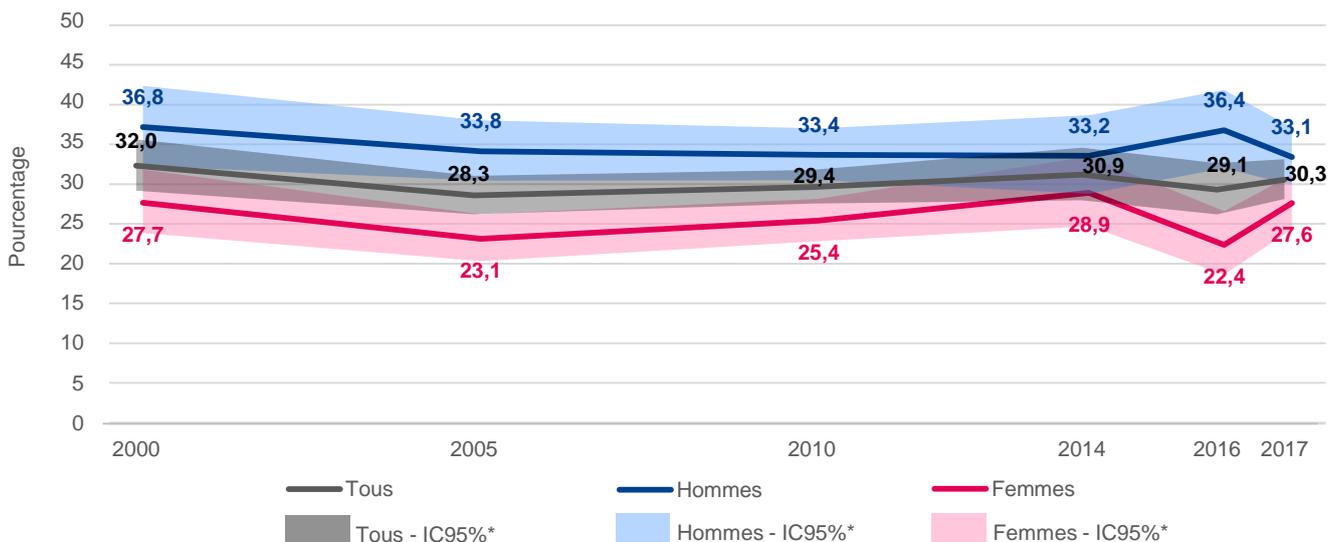
Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

## Tabagisme quotidien

Après être passée de 32,0 % en 2000 à 29,1 % en 2016, la prévalence du tabagisme quotidien en région Grand Est était de 30,3 % en 2017 (différence non significative) (figure 7). Au niveau national, une baisse significative de la prévalence du tabagisme a été observée entre 2016 et 2017.

Pour l'année 2017, le pourcentage de fumeurs quotidiens restait plus important chez les hommes que chez les femmes. La proportion de fumeurs quotidiens différait également selon les classes d'âges avec un pourcentage de fumeurs le plus important chez les 18-30 ans (39,5 %) et plus faible chez les 61-75 ans (14,9 %) (figure 6).

Figure 7. Évolution de la prévalence du tabagisme quotidien selon le sexe parmi les 18-75 ans, Grand Est, 2000-2017



\* IC95% : intervalle de confiance de la prévalence du tabagisme quotidien chez les 18-75 ans selon l'année.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

Sources : Baromètres de Santé publique France 2000, 2005, 2010, 2014, 2016 et 2017 (Inpes et Santé publique France).

### • Quantité de tabac fumé

En 2017, les fumeurs quotidiens fumaient en moyenne 15,3 [14,1 – 16,4] cigarettes (ou équivalent) par jour, les hommes 15,5 [13,9 – 17,1] comme les femmes 15,0 [13,3 – 16,7]. Cette quantité de tabac fumé par les fumeurs quotidiens en région Grand Est (hommes et femmes confondus) était, en 2017, supérieure à la moyenne nationale de 13,3 [12,9 – 13,6] cigarettes (ou équivalent) par jour ( $p < 0,001$ ).

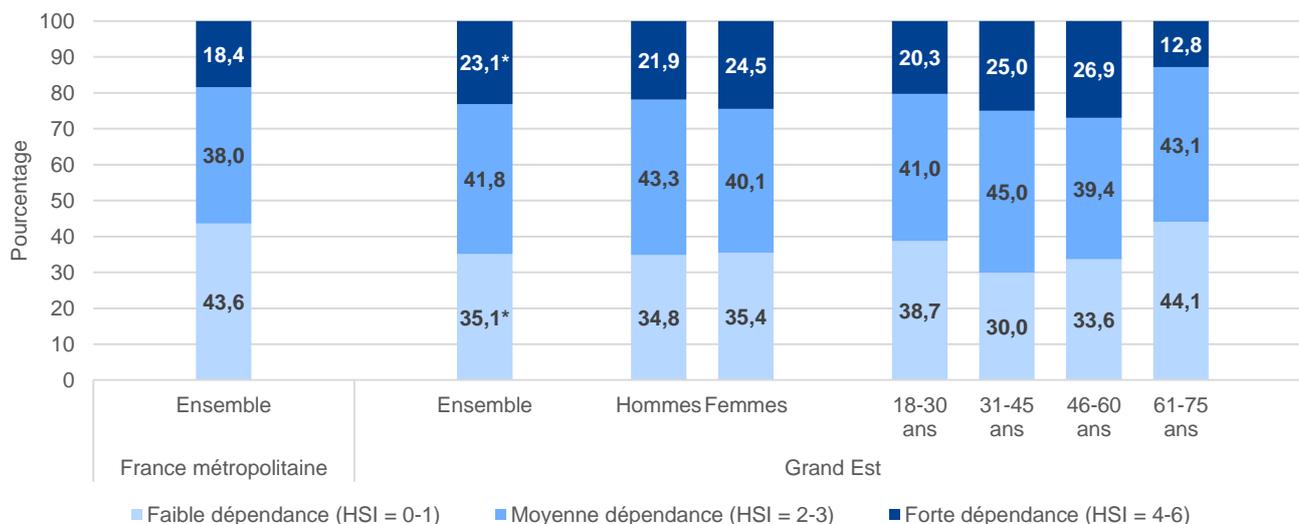
Parmi les fumeurs quotidiens de la région Grand Est, 74,7 % fumaient de façon intensive (plus de 10 cigarettes par jour), (74,8 % des hommes et 74,5 % des femmes), proportion supérieure à celle de la France métropolitaine qui était de 66,8 % ( $p < 0,001$ ).

### • Niveaux de dépendance au tabac

La dépendance au tabac est estimée, dans le Baromètre de Santé publique France, par le score HSI ou « Heaviness of Smoking Index » allant de 0 à 6. Ce score est calculé à partir du nombre de cigarettes fumées par jour et du délai le matin avant la première cigarette, pour les fumeurs quotidiens uniquement.

En 2017, dans la région Grand Est, la proportion de fumeurs quotidiens ayant une forte dépendance au tabac (score 4 à 6) était supérieure à celle de la France métropolitaine (respectivement 23,1 % et 18,4 % ;  $p < 0,02$ ). La proportion de fumeurs quotidiens ayant une dépendance moyenne au tabac (score 2 à 3) était de 41,8 % ; et la proportion de fumeurs quotidiens ayant une faible dépendance au tabac (score 0 à 1) était significativement plus faible qu'en France métropolitaine (respectivement 35,1 % contre 43,6 % ;  $p < 0,001$ ). La répartition des niveaux de dépendance par âge et par sexe est présentée dans la figure 8. La part des fumeurs fortement dépendants tend à augmenter entre les 18-30 ans, 31-45 ans et 46 -60 ans alors qu'elle diminue fortement chez les 61-75 ans.

Figure 8 : Niveaux de dépendance des fumeurs quotidiens de 18-75 ans en France métropolitaine et Grand Est, puis selon le sexe et l'âge pour la région Grand Est, 2017



Les \* indiquent une différence significative entre la région et la France métropolitaine.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

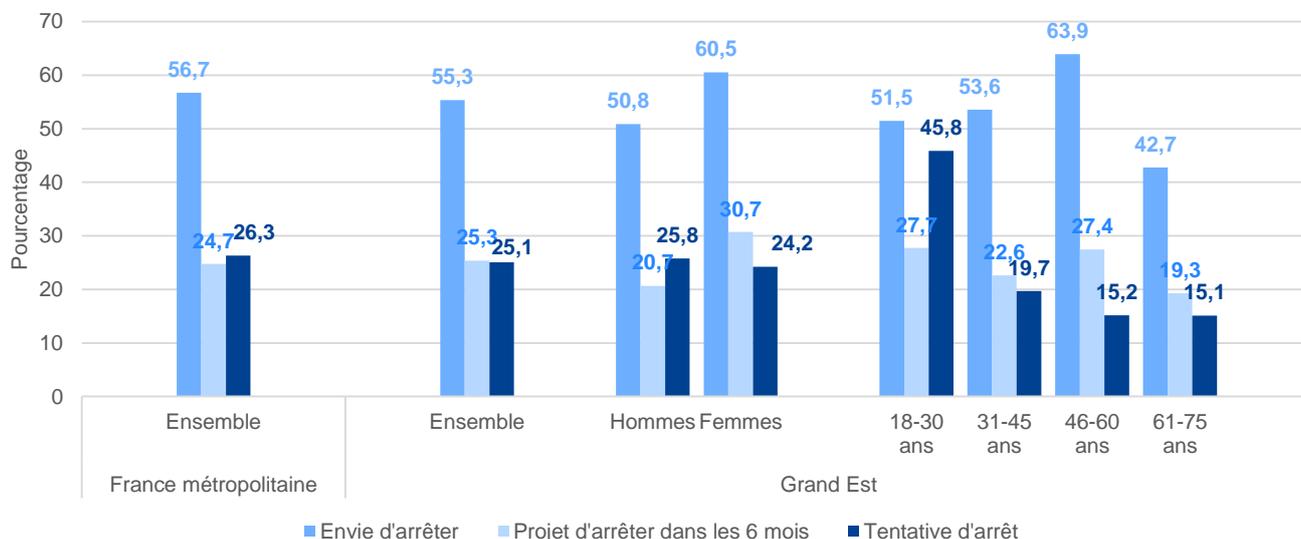
#### • Tentatives d'arrêt dans l'année et envie d'arrêter de fumer

En Grand Est, 55,3 % [50,3 - 60,3] des fumeurs quotidiens déclaraient avoir envie d'arrêter de fumer, dont 25,3 % [21,1 – 30,1] avec un projet d'arrêt dans les 6 mois. Parmi les hommes, 50,8 % [44,1 – 57,6] avaient envie d'arrêter de fumer et 60,5 % [53,0 - 67,5] chez les femmes. Pour les deux sexes, les personnes de 46-60 ans étaient les plus nombreuses à avoir envie d'arrêter de fumer (68,4 % [55,9 – 78,8] chez les femmes et 59,9 % [49,1 % -69,9 %] chez les hommes).

Parmi les fumeurs quotidiens, 25,1 % [21,0 – 29,7] avaient fait une tentative d'arrêt d'au moins une semaine au cours des 12 derniers mois en région Grand Est, proportion non statistiquement différente de celle de la France métropolitaine (26,3 % [25,0 – 27,7]). En région Grand Est, 25,8 % [20,3 – 32,2] avaient fait une tentative d'arrêt parmi les hommes et 24,2 % [18,4 – 31,1] parmi les femmes. Les 18-30 ans étaient les plus nombreux à avoir fait une tentative d'arrêt du tabagisme (45,8 % [35,9 - 56,1]) (figure 9) .

Par ailleurs, **selon l'enquête périnatale 2016**, parmi les 33,0 % (taux brut) de femmes qui fumaient avant la grossesse en Grand Est, 43,6 % avaient arrêté de fumer avant le 3ème trimestre de grossesse (vs 45,9 % en moyenne nationale); chez les 18,6 % qui continuaient à fumer, 79,7 % avaient réduit leur consommation (vs 82,9 % en moyenne nationale).

Figure 9 : Tentatives d'arrêt dans l'année et envie d'arrêter de fumer chez les fumeurs quotidiens de 18-75 ans en France métropolitaine et Grand Est, et selon le sexe et l'âge pour la région Grand Est, 2017



Champ : France métropolitaine, fumeurs quotidiens âgés de 18 à 75 ans vivant en ménage ordinaire.

Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

## • Facteurs associés au tabagisme quotidien

L'analyse des principaux facteurs associés au tabagisme quotidien en 2017 en Grand Est indique que chaque caractéristique socioéconomique considérée (diplôme et revenu) était associée à la consommation de tabac indépendamment, c'est-à-dire à niveau identique pour les autres variables (tableau 3). Un gradient est observé pour la variable diplôme : les odds ratios (OR) associés au tabagisme quotidien diminuaient lorsque le niveau de diplôme augmentait.

Tableau 3 : Facteurs associés au tabagisme quotidien chez les 18-75 ans en Grand Est, 2017

	%	OR	IC95%
<b>Sexe</b>	*		
Hommes (n=1009)	33,1 %	1,4***	[1,2-1,8]
Femmes (réf.) (n=1147)	27,6 %	1,0	
<b>Âge</b>	***		
18-30 ans (n=372)	39,5 %	4,2***	[2,9-5,9]
31-45 ans (n=524)	30,6 %	3,0***	[2,2-4,2]
46-60 ans (n=693)	34,3 %	3,2***	[2,3-4,3]
61-75 ans (réf.) (n=567)	14,9 %	1,0	
<b>Revenus par unité de consommation</b>	***		
1er tercile (faible) (n=632)	38,6 %	1,6***	[1,2-2,1]
2nd tercile (n=730)	30,2 %	1,4*	[1,1-1,8]
3ème tercile (élevé) (réf.) (n=700)	21,7 %	1,0	
NSP/Refus (n=94)	15,6 %	0,7	[0,4-1,3]
<b>Diplôme</b>	***		
< Bac (n=949)	35,2 %	2,1***	[1,6-2,7]
Bac (n=450)	28,9 %	1,5**	[1,1-2,0]
> Bac (réf.) (n=757)	21,8 %	1,0	

\*\*\* $p < 0,001$  ; \*\* $p < 0,01$  ; \* $p < 0,05$

OR : odds ratio ; IC95% : intervalle de confiance à 95%. Résultats issus d'une régression logistique multivariée.

Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire.

Source : Baromètre de Santé publique France 2017 (Santé publique France).

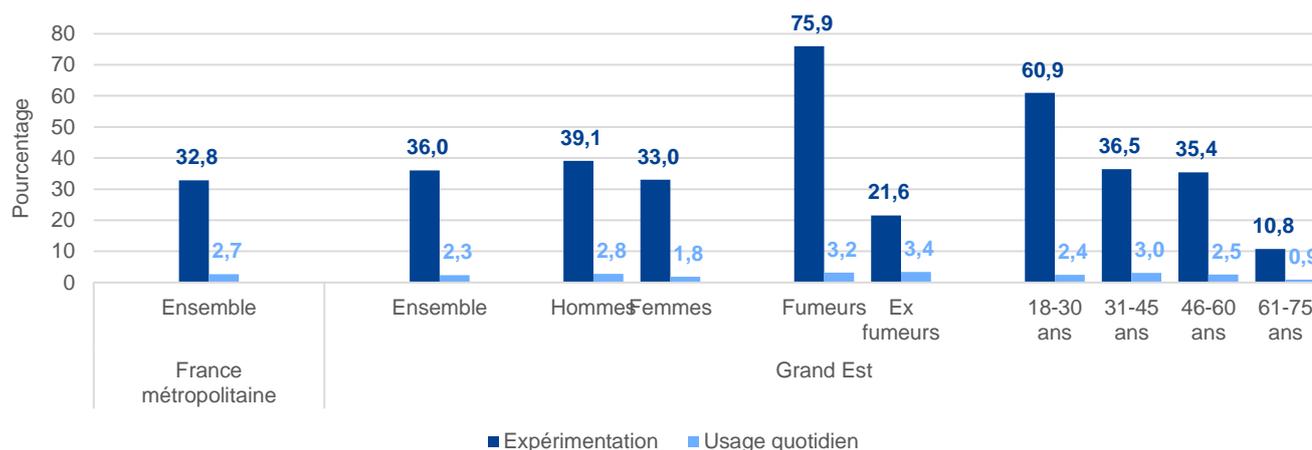
## Usage de la cigarette électronique en Grand Est

En région Grand Est, la proportion de personnes ayant déjà expérimenté la cigarette électronique était de 36,0 % en 2017, contre 32,8 % en France métropolitaine ( $p < 0,02$ ). Plus d'hommes (39,1 %) que de femmes (33,0 %) ont déjà essayé la cigarette électronique en région Grand Est en 2017. Une proportion plus importante de fumeurs quotidiens ou occasionnels (75,9 %) ont déjà expérimenté la cigarette électronique en comparaison des ex-fumeurs (21,6 %) (figure 10). La proportion des 18-75 ans ayant déjà vapoté dans la région Grand Est décroît avec l'âge (figure 10).

En 2017, dans la région Grand Est, la proportion de personnes déclarant vapoter quotidiennement était de 2,3 %, proportion non statistiquement différente de celle de la France métropolitaine (2,7 %). La proportion d'utilisateurs quotidiens de la cigarette électronique était de 2,8 % chez les hommes et 1,8 % chez les femmes. Elle était équivalente chez les fumeurs (3,2 %) et les ex-fumeurs (3,4 %) (figure 10). La classe d'âge ayant une proportion d'utilisateurs quotidiens de la cigarette électronique la plus importante était celle des 31-45 ans (3,0 %), suivie des 46-60 ans (2,5 %) et des 18-30 ans (2,4 %) (figure 10).

Concernant les personnes n'ayant jamais fumé de tabac, en France métropolitaine, l'expérimentation de la cigarette électronique est nettement moins fréquente que parmi les fumeurs et ex-fumeurs (7% sur l'ensemble de la France métropolitaine), et le vapotage quotidien est rapporté par moins de 0,1 % d'entre elles.

Figure 10 : Expérimentation et usage quotidien de la cigarette électronique chez les 18-75 ans en France métropolitaine et en région Grand Est, et selon le sexe, le statut tabagique et l'âge pour la région Grand Est, 2017



Champ : France métropolitaine, population des 18-75 ans vivant en ménage ordinaire / Source : Baromètre de Santé publique France 2017.

# LA MORBIDITÉ ET LA MORTALITÉ ASSOCIÉES AU TABAC DANS LA RÉGION GRAND EST

## Le cancer du poumon

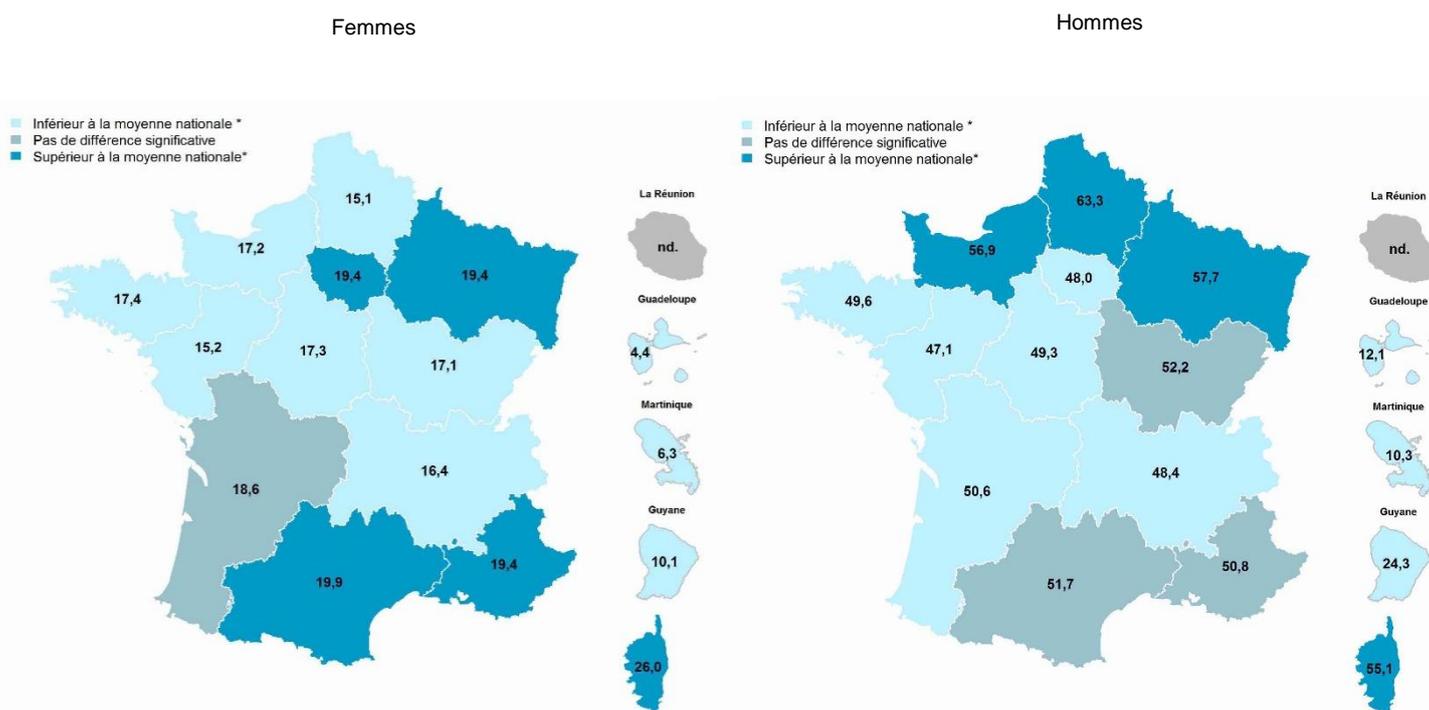
### • Incidence du cancer du poumon

La consommation de tabac est le principal facteur de risque du cancer du poumon, qui est aujourd'hui le cancer le plus fréquent dans le monde, y compris en Europe, en incidence et en mortalité. En France métropolitaine pour la période 2007-2016, le taux annuel brut d'incidence était de 33,7 [33,1-34,4] pour 100 000 personnes-années chez les femmes et de 93,2 [92,0-94,5] chez les hommes. Après standardisation sur la population mondiale, il était respectivement de 17,9 [17,6-18,3] et 51,8 [51,1-52,5] pour 100 000 personnes-années.

Chez les femmes (figure 11), 10 régions avaient un taux standardisé d'incidence significativement moins élevé que la moyenne nationale : la Guadeloupe (4,4 [3,6-5,4]), la Martinique (6,3 [5,4-7,4]), la Guyane (10,1 [7,3-13,7]), les Hauts-de-France (15,1 [14,6-15,6]), les Pays de la Loire (15,2 [14,6-15,8]), Auvergne-Rhône-Alpes (16,4 [15,9-16,9]), la Bourgogne-Franche-Comté (17,1 [16,4-17,8]), la Normandie (17,2 [16,5-17,9]), le Centre-Val de Loire (17,3 [16,6-18,0]) et la Bretagne (17,4 [16,7-18,1]). Cinq régions se distinguaient par une incidence standardisée significativement plus élevée : la Corse (26,0 [23,8-28,5]), l'Occitanie (19,9 [19,3-20,6]), l'Île-de-France (19,4 [18,8-19,9]), le Grand Est (19,4 [18,8-20,0]) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (19,4 [18,8-20,1]). Seule la région Nouvelle-Aquitaine (18,6 [18,1-19,2]) ne différait pas de la moyenne nationale.

Chez les hommes, le taux standardisé d'incidence était significativement moins élevé que la moyenne nationale à la Martinique (10,3 [9,0-11,8]), à la Guadeloupe (12,1 [10,6-13,8]), en Guyane (24,3 [19,7-29,7]), dans les Pays de la Loire (47,1 [45,8-48,4]), en Île-de-France (48,0 [47,1-49,0]), en Auvergne-Rhône-Alpes (48,4 [47,4-49,4]), en Centre-Val de Loire (49,3 [47,9-50,8]), Bretagne (49,6 [48,2-51,1]) et Nouvelle-Aquitaine (50,6 [49,5-51,7]). Il était en revanche significativement plus élevé que la moyenne nationale dans quatre régions : les Hauts-de-France (63,3 [61,9-64,8]), le Grand Est (57,7 [56,4-58,9]), la Normandie (56,9 [55,3-58,4]) et la Corse (55,1 [51,4-59,2]). Les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (50,8 [49,5-52,1]), Occitanie (51,7 [50,5-52,8]) et Bourgogne-Franche-Comté (52,2 [50,7-53,6]) ne différaient pas de la moyenne nationale.

Figure 11 : Taux régionaux standardisés° d'incidence du cancer du poumon selon le sexe en 2007-2016



°Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 personnes-années, population mondiale de référence OMS 1960.

\* Différence statistiquement significative entre le taux régional standardisé d'incidence et celui de la France métropolitaine au seuil de 5%.

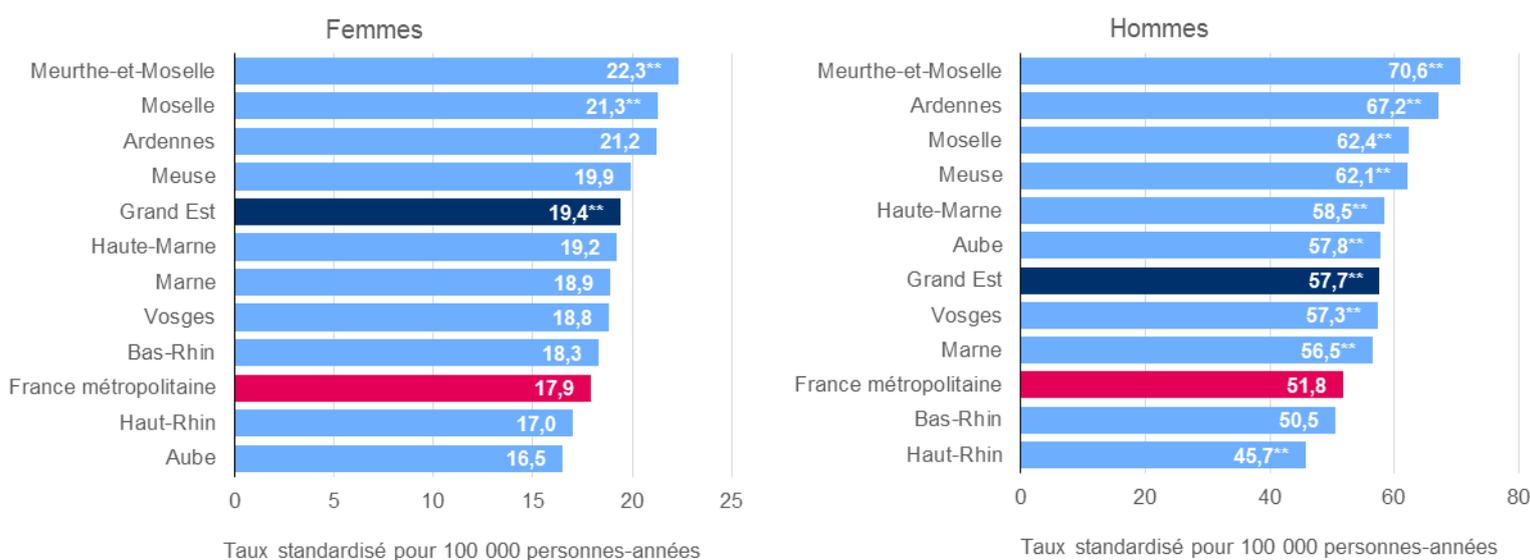
Champ : France entière (hors La Réunion et Mayotte).

Source : Estimations régionales et départementales d'incidence et de mortalité par cancers en France, 2007-2016 (Santé publique France, Francim, HCL, INCA).

Au sein de la région Grand Est (figure 12), chez les femmes, deux départements avaient un taux standardisé d'incidence du cancer du poumon significativement plus élevé que la moyenne nationale sur la période 2007-2016 : la Meurthe-et-Moselle (22,3 [20,7-23,9]) et la Moselle (21,3 [20,0-22,7]). Tous les autres départements de la région ne différaient pas significativement de la moyenne nationale.

Chez les hommes, le département du Haut-Rhin (45,7 [43,3-48,4]) avait un taux standardisé d'incidence significativement moins élevé que la moyenne nationale. Tous les autres départements de la région, à l'exception du Bas-Rhin, avaient un taux standardisé d'incidence significativement plus élevé que la moyenne nationale.

Figure 12 : Taux départementaux standardisés\* d'incidence du cancer du poumon selon le sexe en 2007-2016 dans la région Grand Est



\* Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 personnes-années, population mondiale de référence OMS 1960.

\*\* Taux d'incidence significativement différent du taux de France métropolitaine.

Champ : Région Grand Est.

Source : Estimations régionales et départementales d'incidence et de mortalité par cancers en France, 2007-2016 (Santé publique France, Francim, HCL, INCa).

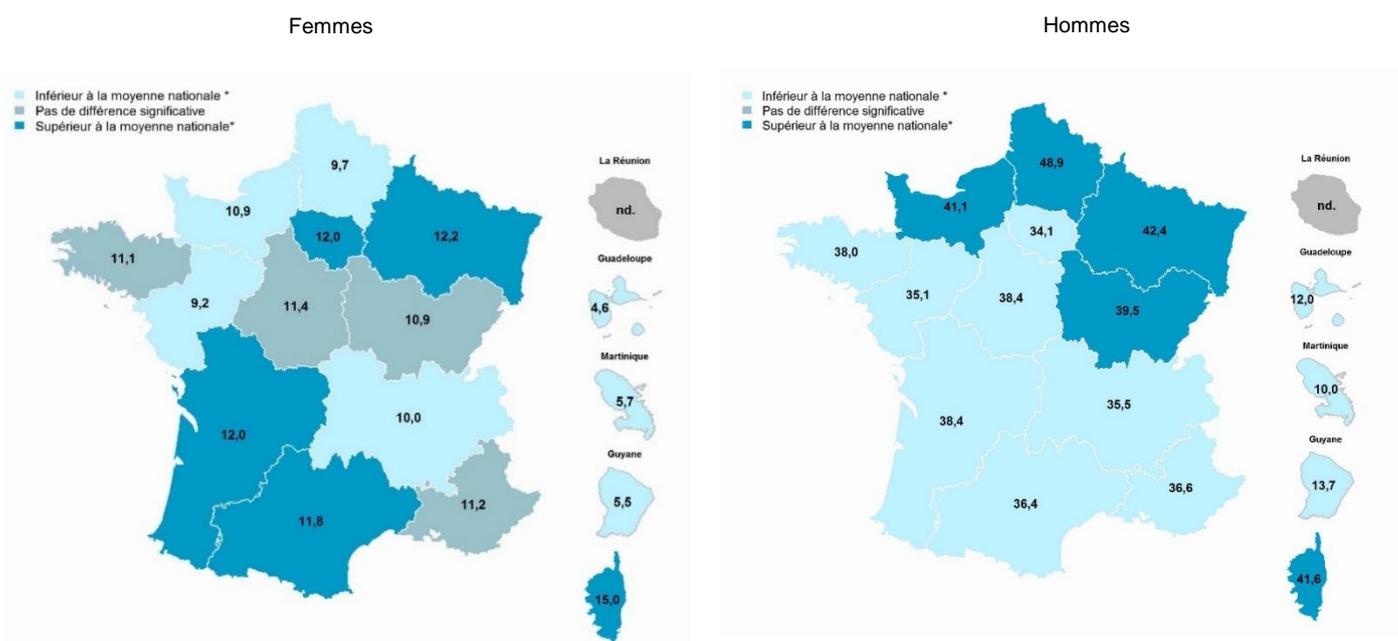
## • Mortalité par cancer du poumon

En France métropolitaine pour la période 2007-2014, le taux annuel brut de mortalité par cancer du poumon était de 23,3 [23,2-23,5] pour 100 000 personnes-années chez les femmes et de 72,8 [72,5-73,2] chez les hommes. Après standardisation sur la population mondiale, il était respectivement de 11,1 [11,0-11,2] et 38,2 [38,0-38,4] pour 100 000 personnes-années.

Chez les femmes (figure 13), sept régions se distinguaient par un taux standardisé de mortalité significativement moins élevé que la moyenne nationale : la Guadeloupe (4,6 [3,8-5,6]), la Guyane (5,5 [3,8-7,8]), la Martinique (5,7 [4,8-6,8]), les Pays de la Loire (9,2 [8,8-9,6]), les Hauts-de-France (9,7 [9,4-10,0]), Auvergne-Rhône-Alpes (10,0 [9,7-10,3]) et la Normandie (10,9 [10,5-11,4]). Cinq régions avaient une mortalité standardisée significativement plus élevée : la Corse (15,0 [13,5-16,9]), le Grand Est (12,2 [11,8-12,5]), l'Île-de-France (12,0 [11,7-12,2]), la Nouvelle-Aquitaine (12,0 [11,7-12,4]) et l'Occitanie (11,8 [11,5;12,2]). Les régions Bourgogne-Franche-Comté (10,9 [10,5-11,4]), Bretagne (11,1 [10,7-11,6]), Provence-Alpes-Côte d'Azur (11,2 [10,8-11,5]) et Centre-Val de Loire (11,4 [10,9-11,9]) ne différaient pas de la moyenne nationale.

Chez les hommes, le taux standardisé de mortalité était significativement moins élevé que la moyenne nationale dans 11 régions : la Martinique (10,0 [8,7-11,6]); la Guadeloupe (12,0 [10,7-13,6]), la Guyane (13,7 [10,9-17,1]), l'Île-de-France (34,1 [33,6-34,5]), les Pays de la Loire (35,1 [34,3-35,9]), Auvergne-Rhône-Alpes (35,5 [35,0-36,0]), l'Occitanie (36,4 [35,8-37,0]), Provence-Alpes-Côte d'Azur (36,6 [36,0-37,3]), Bretagne (38,0 [37,1-38,8]), Nouvelle-Aquitaine (38,4 [37,8-39,0]) et Centre-Val de Loire (38,4 [37,4-39,3]). Inversement, cinq régions avaient un taux standardisé de mortalité significativement plus élevé que la moyenne nationale : les Hauts-de-France (48,9 [48,2-49,7]), le Grand Est (42,4 [41,7-43,1]), la Corse (41,6 [39,1-44,4]), la Normandie (41,1 [40,2-42,0]) et la Bourgogne-Franche-Comté (39,5 [38,6-40,4]).

Figure 13 : Taux régionaux standardisés° de mortalité par cancer du poumon selon le sexe en 2007-2014



° Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 personnes-années, population mondiale de référence OMS 1960.

\* Différence statistiquement significative entre le taux régional standardisé d'incidence et celui de la France métropolitaine au seuil de 5%.

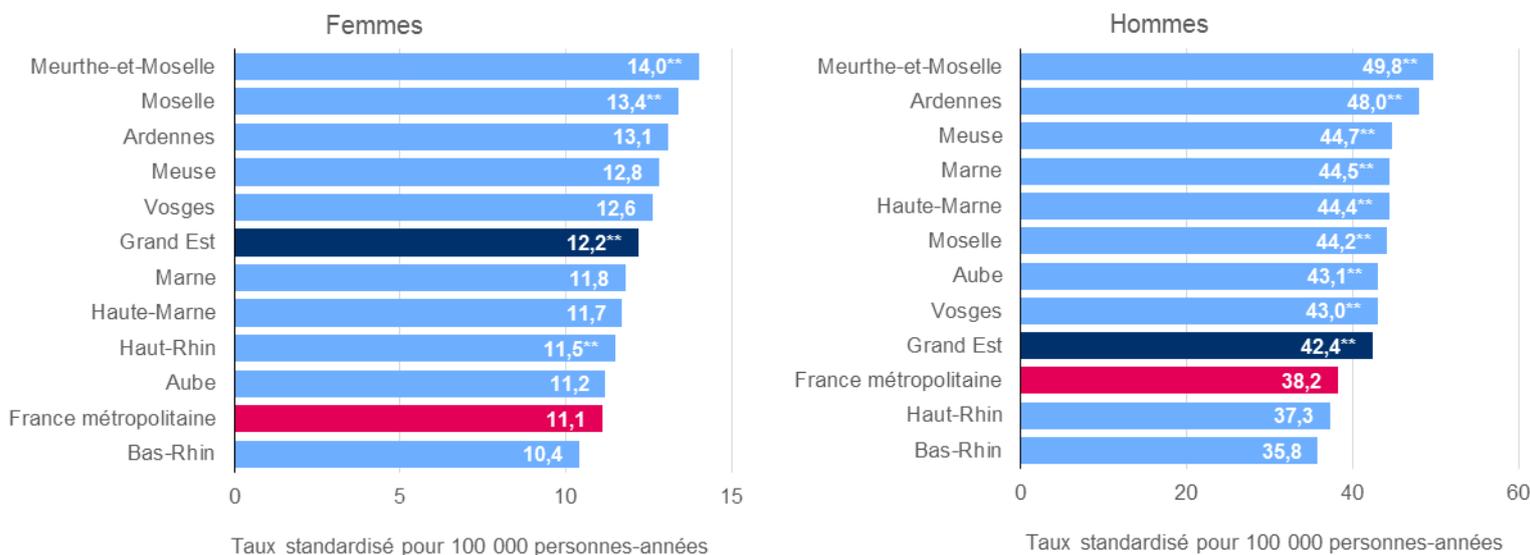
Champ : France entière (hors La Réunion et Mayotte).

Source : Estimations régionales et départementales d'incidence et de mortalité par cancers en France, 2007-2016 (Santé publique France, Francim, HCL, INCa).

Au sein de la région Grand Est sur la période 2007-2014 (figure 14), trois départements avaient un taux standardisé de mortalité par cancer du poumon chez les femmes significativement plus élevé que la moyenne nationale : la Meurthe-et-Moselle (14,0 [12,9-15,2]), la Moselle (13,4 [12,6-14,4]) et le Haut-Rhin (11,5 [10,6-12,5]). Tous les autres départements de la région ne différaient pas significativement de la moyenne nationale pour la mortalité féminine par cancer du poumon.

Chez les hommes, seuls les départements du Bas-Rhin (35,8 [34,5-37,3]) et du Haut-Rhin (37,3 [35,6-39,0]) ne différaient pas significativement de la moyenne nationale. Tous les autres départements de la région avaient un taux standardisé de mortalité significativement plus élevé que la moyenne nationale, variant entre 43,0 [40,6-45,7] pour 100 000 personnes-années dans les Vosges et 49,8 [47,8-51,9] en Meurthe-et-Moselle.

Figure 14 : Taux départementaux standardisés\* de mortalité par cancer du poumon selon le sexe en 2007-2014 dans la région Grand Est



\* Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 personnes-années, population mondiale de référence OMS 1960.

\*\* Taux de mortalité significativement différent du taux de France métropolitaine.

Champ : Région Grand Est.

Source : Estimations régionales et départementales d'incidence et de mortalité par cancers en France, 2007-2016 (Santé publique France, Francim, HCL, INCa).

## La broncho-pneumopathie chronique obstructive

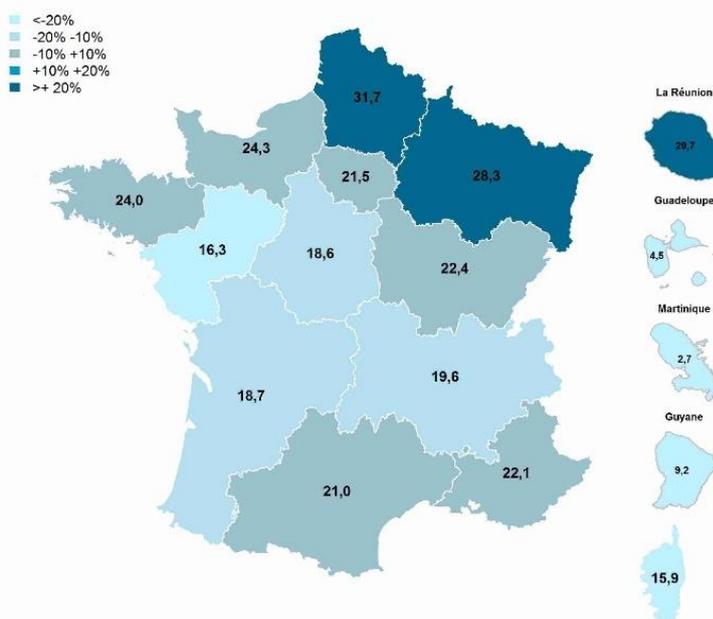
La broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO) est une maladie respiratoire chronique, attribuable au tabagisme dans plus de 80 % des cas et qui reste sous-diagnostiquée et méconnue dans la population française.

### • Les hospitalisations pour exacerbations de BPCO

Les exacerbations de BPCO sont un facteur de mauvais pronostic sur l'évolution de la maladie. Les plus sévères nécessitent une hospitalisation. Une partie de ces hospitalisations pourraient être évitées grâce à une prise en charge optimale dès le début des signes d'aggravation.

En 2015, tous sexes confondus, le taux d'hospitalisation pour exacerbation de BPCO s'élevait pour la France entière (hors Mayotte) à 22,1 hospitalisations pour 10 000 habitants âgés de 25 ans ou plus. Après standardisation sur l'âge, les taux régionaux variaient de 2,7 hospitalisations pour 10 000 habitants à la Martinique à 31,7 dans les Hauts-de-France (figure 15). Dans cette dernière région, ainsi qu'à La Réunion (29,7) et dans le Grand Est (28,3), le taux d'hospitalisation excédait de plus de 20 % le taux national. A l'inverse, outre la Martinique, la Corse (15,9), la Guadeloupe (4,5), la Guyane (9,2) et les Pays de la Loire (16,3) présentaient des taux régionaux inférieurs de 20 % à la moyenne nationale. Dans les régions Centre-Val de Loire (18,6), Nouvelle Aquitaine (18,7) et Auvergne-Rhône-Alpes (19,6), le taux régional était inférieur de 10 à 20 % la moyenne nationale.

Figure 15 : Taux régionaux standardisés\* d'hospitalisation pour exacerbation de BPCO en 2015



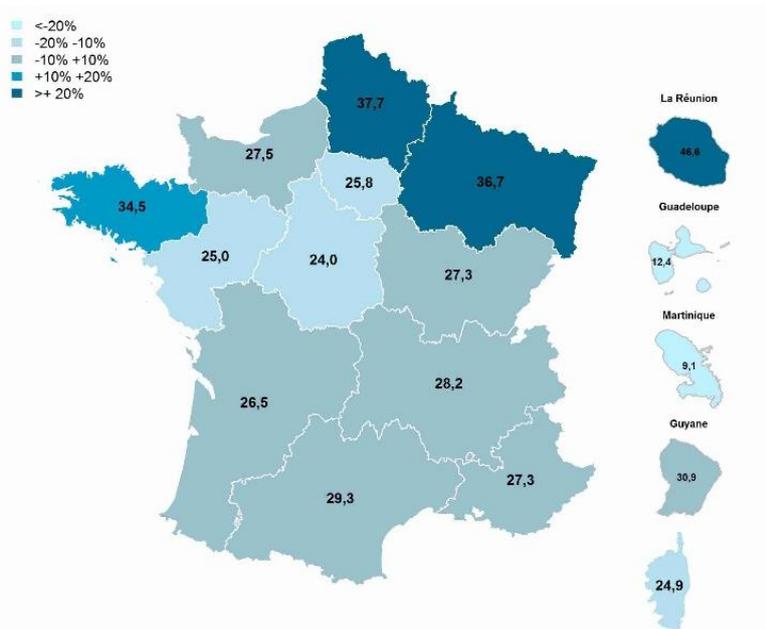
\* Taux standardisés sur l'âge pour 10 000 habitants, population de référence européenne (Revision of the European Standard Population, Eurostat 2013).  
 Champ : France entière (hors Mayotte), population âgée de 25 ans ou plus.  
 Source : PMSI (ATIH), exploitation Santé publique France.

### • La mortalité par BPCO

La broncho-pneumopathie chronique obstructive est globalement sous-déclarée sur les certificats de décès. En effet, il s'agit d'une maladie sous-diagnostiquée, y compris aux stades sévères, et quand elle est diagnostiquée, elle peut ne pas être rapportée sur le certificat de décès quand il existe d'autres causes concurrentes de décès.

En 2013-2014, tous sexes confondus, le taux annuel de mortalité par BPCO s'élevait pour la France entière (hors Mayotte) à 29,0 décès pour 100 000 habitants âgés de 45 ans ou plus. Après standardisation sur l'âge, les taux régionaux variaient de 9,1 décès pour 100 000 habitants à la Martinique (24,0 en Centre-Val de Loire pour la métropole) à 46,6 à La Réunion (37,7 dans les Hauts-de-France) (figure 16). Le taux de mortalité excédait de 10 à 20 % le taux national en Bretagne (34,4) et de plus de 20 % à la Réunion, dans les Hauts-de-France (37,7) et dans le Grand Est (36,7). Outre la Martinique, ce taux était également inférieur de plus de 20 % à la moyenne nationale à la Guadeloupe (12,4) et inférieur de 10 à 20 % en Centre-Val de Loire (24,0), Corse (24,9), Pays de la Loire (25,0) et Île-de-France (25,8).

Figure 16 : Taux régionaux standardisés\* de mortalité par BPCO en 2013-2014



\* Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 habitants, population de référence européenne (Revision of the European Standard Population, Eurostat 2013).  
 Champ : France entière (hors Mayotte), population âgée de 45 ans ou plus.  
 Source : Certificats de décès (CépiDc), exploitation Santé publique France.

## Les effets sanitaires cumulés du tabac : la mortalité liée aux principales pathologies associées à la consommation de tabac

L'estimation de l'impact sanitaire global de la consommation de tabac peut se faire à partir du dénombrement cumulé des décès pour les principales pathologies pour lesquelles le tabac est un facteur de risque important, à savoir le cancer du poumon, les cardiopathies ischémiques et la BPCO. Cette approche, simple à mettre en œuvre mais biaisée (certains décès sont imputables à d'autres facteurs de risque comme les expositions professionnelles, l'exposition au radon domestique, l'alcool...), sera complétée prochainement par l'estimation des fractions attribuables au tabac au niveau régional, c'est-à-dire de la proportion de cas d'une pathologie pouvant être attribuée au tabagisme chez des sujets exposés.

Entre 2013 et 2015, le taux de mortalité par cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO s'élevait pour la France entière (hors Mayotte) à 124,0 pour 100 000 habitants. Il était 3 fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes (200,5 pour 100 000 habitants contre 69,3).

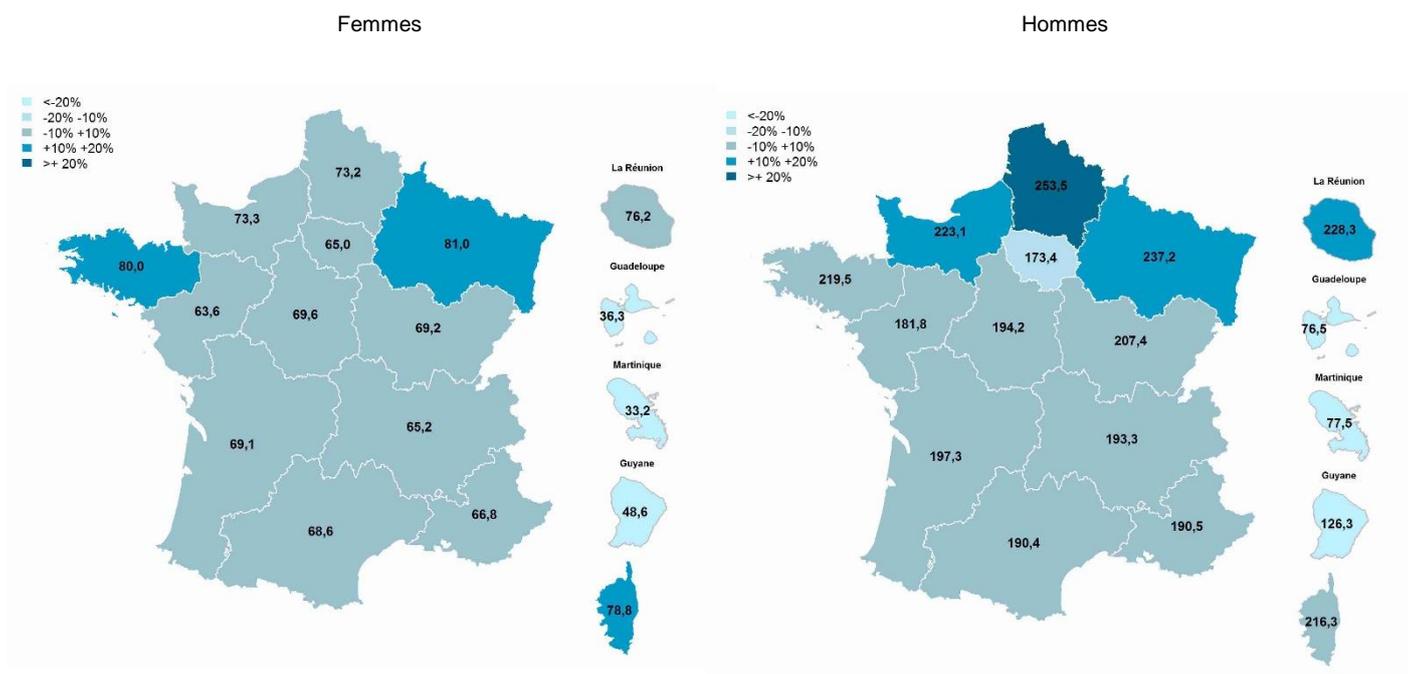
Chez les femmes (figure 17), le taux standardisé de mortalité variait de 33,2 pour 100 000 habitants à la Martinique à 81,0 dans le Grand Est. La Martinique, la Guadeloupe (36,3) et la Guyane (48,6) se caractérisaient par un taux standardisé de mortalité inférieur de plus de 20 % à la moyenne nationale France entière. Inversement, le taux standardisé de mortalité observé dans le Grand Est (81,0), en Bretagne (79,9) et en Corse (78,8) excédait de plus de 10 % la moyenne nationale.

Chez les hommes, le taux standardisé de mortalité variait de 76,5 pour 100 000 habitants à la Guadeloupe à 253,5 dans les Hauts-de-France. A la Guadeloupe, à la Martinique (77,5) et en Guyane (126,3), ce taux était inférieur à la moyenne nationale de plus de 20 %, tandis qu'il était supérieur à celle-ci de plus de 20% dans les Hauts-de-France (253,5) et plus de 10 % dans le Grand Est (237,2), La Réunion (228,3) et la Normandie (223,1).

Au sein de la région Grand Est (figure 18), le taux standardisé de mortalité par cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO des femmes variait de 70,7 pour 100 000 habitants dans la Marne à 91,2 dans les Ardennes et 91,1 en Moselle. Dans ces deux départements, le taux standardisé de mortalité excédait de plus de 10 % le taux standardisé régional.

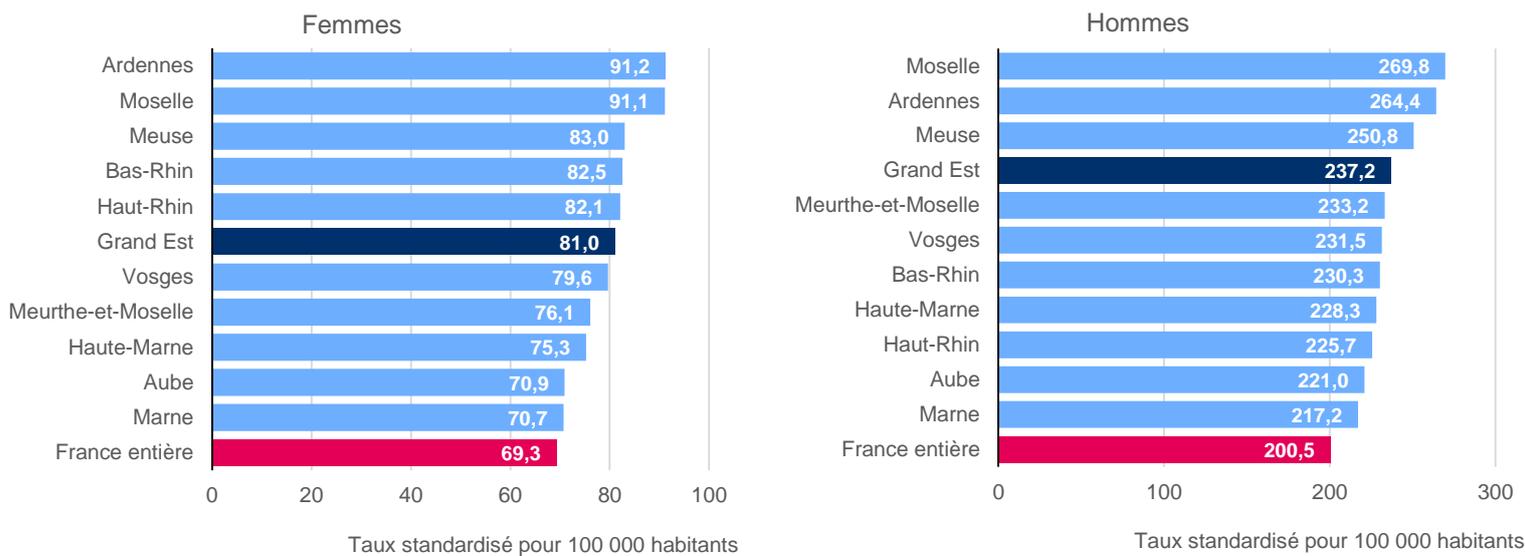
Chez les hommes, le taux standardisé de mortalité variait de 217,2 pour 100 000 habitants dans la Marne à 269,8 en Moselle et 264,4 dans les Ardennes. Comme pour les femmes, ces deux départements avaient une mortalité par cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO qui excédait de plus de 10 % la mortalité moyenne de la région Grand Est.

Figure 17 : Taux régionaux standardisés\* de mortalité par cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO selon le sexe en 2013-2015



\* Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 habitants, population de référence européenne (Revision of the European Standard Population, Eurostat 2013).  
 Champ : France entière (hors Mayotte).  
 Source : Certificats de décès (CépiDc), exploitation Santé publique France.

Figure 18 : Taux départementaux standardisés\* de mortalité par cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO selon le sexe en 2013-2015 dans la région Grand Est



\* Taux standardisés sur l'âge pour 100 000 habitants, population de référence européenne (Revision of the European Standard Population, Eurostat 2013).  
 Champ : Région Grand Est.  
 Source : Certificats de décès (CépiDc), exploitation Santé publique France.

## LA LUTTE CONTRE LE TABAC, UNE PRIORITÉ DE SANTÉ QUI MOBILISE L'ENSEMBLE DES ACTEURS EN GRAND EST

L'Agence régionale de santé Grand Est a fait de la lutte contre le tabac l'une des priorités de son [projet régional de santé \(PRS\)](#). En effet, la région Grand Est se positionne au quatrième rang en matière de prévalence du tabagisme quotidien (30,1 %). Pour décliner en région le plan national de lutte contre le tabac, l'ARS Grand Est a mis en place en 2018 une Instance Tabac, composée de nombreux acteurs engagés dans la lutte contre le tabac. Cette instance a contribué largement à l'élaboration du programme régional de lutte contre le tabac (PRLT) et participe à sa mise en œuvre et à son suivi.

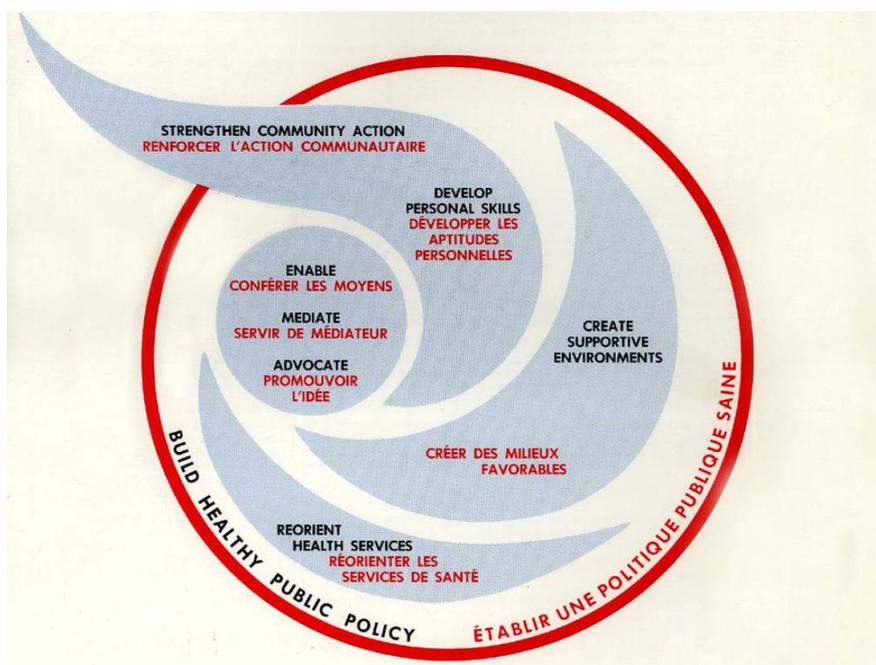
Après un an, on peut considérer que le bilan est positif et encourageant : deux groupes de travail mis en place et un troisième qui verra le jour en 2019, 14 projets d'envergure en cours de déploiement en Grand Est, 18 500 inscriptions enregistrées sur Tabac info service pour notre région à l'occasion de « Mois sans Tabac » et surtout des acteurs qui s'engagent et se mobilisent de façon forte et pérenne, pour atteindre un objectif ambitieux : faire passer d'ici 2028 la part des fumeurs en Grand Est sous la barre des 20 %

Pour construire le programme régional de lutte contre le tabac, il a semblé important de s'appuyer fortement sur les concepts de promotion de la santé et donc de ne pas se limiter aux actions visant à modifier le comportement des personnes vis-à-vis du tabac, mais bien d'agir de façon globale sur différents déterminants de la santé.

Ainsi trois axes forts ont été retenus dans le PRLT : un premier axe visant à protéger les jeunes et éviter l'entrée dans le tabac, un second à aider les fumeurs à arrêter et un troisième consistant à créer un environnement favorable.

Pour chacun de ces axes, la volonté était de balayer l'ensemble des différentes stratégies d'intervention en veillant à ce que les actions soient articulées et cohérentes entre elles. Pour ne pas se limiter à l'acquisition d'aptitudes individuelles, il a été décidé d'agir sur des champs plus complexes à investir, telles que la création de milieux favorables ou la réorientation des services de santé.

Figure 19 : Illustration de la Charte d'Ottawa, Organisation Mondiale de la santé (OMS)



## Grossesse et tabac, agir ensemble pour le bien de tous

Dans le cadre du premier axe du PRLT - protéger les plus jeunes - la période périnatale a semblé une période charnière à laquelle s'atteler. D'une part, en raison des données épidémiologiques, qui montrent que dans le Grand Est, une femme enceinte sur cinq fume au 3<sup>ème</sup> trimestre de grossesse, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur l'enfant à naître et entraîner des complications pendant la grossesse. D'autre part, car la période périnatale est une période très particulière, pour la future maman, qui « entre » dans le système de santé à un âge où habituellement les jeunes adultes s'en éloignent. Il existe à cette période un souci de bonne santé pour la femme et pour l'enfant à naître entraînant pour la future maman, mais aussi pour son entourage, une capacité de mobilisation et de changement plus importante. Pour ces raisons, en Grand Est, l'Instance Tabac a souhaité faire de cette période particulière et précieuse une opportunité pour les hommes et les femmes futurs parents d'arrêter de fumer.

Pour cela, un partenariat fort noué avec l'URPS Sages-Femmes et d'autres acteurs de la périnatalité, telles que certaines Protections maternelles et infantiles (PMI), ou encore les réseaux périnataux du Grand Est, a permis une mobilisation importante de ces acteurs. Ces derniers ont participé activement aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la politique régionale de lutte contre le tabac, par l'invitation de l'ARS à intervenir lors d'un Colloque des sages-femmes libérales fin 2018 sur le thème « tabac et grossesse » et par l'inscription de la thématique « tabac » dans les prochaines journées 2019 des Réseaux Périnataux en Grand Est.

Et parce que la formation des professionnels est essentielle, surtout pour les nouveaux prescripteurs de traitement de substituts nicotiniques que sont, entre autres, les sages-femmes, l'ARS a souhaité les accompagner dans cette nouvelle mission. Un projet ambitieux de création de formations sur le Tabac à destination de professionnels de santé a été retenu dans l'Appel à projet 2018 « Fonds Tabac » Grand Est. L'Université de Lorraine a donc bénéficié d'un financement spécifique, pour créer et mettre à leur disposition une offre de formation (initiale et continue) innovante et hybride (en présentiel et à distance) sur les bonnes pratiques de prise en charge des fumeurs. Si les premières formations à voir le jour, fin 2019, seront destinées aux sages-femmes et masseurs-kinésithérapeutes, elles ont vocation à être progressivement étendues aux médecins, infirmiers, dentistes et pharmaciens.

Photo 1 : Bâche « Mois sans tabac » à la Maternité régionale de Nancy



Enfin, dans un souci de cohérence, l'ARS Grand Est a souhaité que l'édition du Mois Sans Tabac (MOST) 2018 soit placée sous le signe de la périnatalité. Ainsi, une forte mobilisation a été impulsée par l'ambassadeur « Mois sans Tabac » auprès de toutes les maternités du Grand Est, mais aussi des PMI, et des sages-femmes libérales. Les hôpitaux et maternités ont ainsi bénéficié gracieusement d'outil de communication comme des bâches « Mois sans tabac » (photo 1) et des actions ont été menées par différents partenaires, comme des réunions de sensibilisation des professionnels de PMI.

## Le Mois sans Tabac 2018 : un événement de communication intégré au PRLT

Le pilotage du Mois sans tabac a été conduit de façon étroite par l'ARS et l'ambassadeur MOST Grand Est, avec la volonté d'en faire un temps fort de la politique de lutte contre le tabac dans notre région.

Lors de [la conférence de presse](#) réalisée à l'occasion du lancement du Mois sans tabac, l'Ordre des sages-femmes du Grand Est est intervenu, marquant son intérêt et son engagement sur le sujet « tabac et périnatalité » retenu pour cette 3<sup>ème</sup> édition.

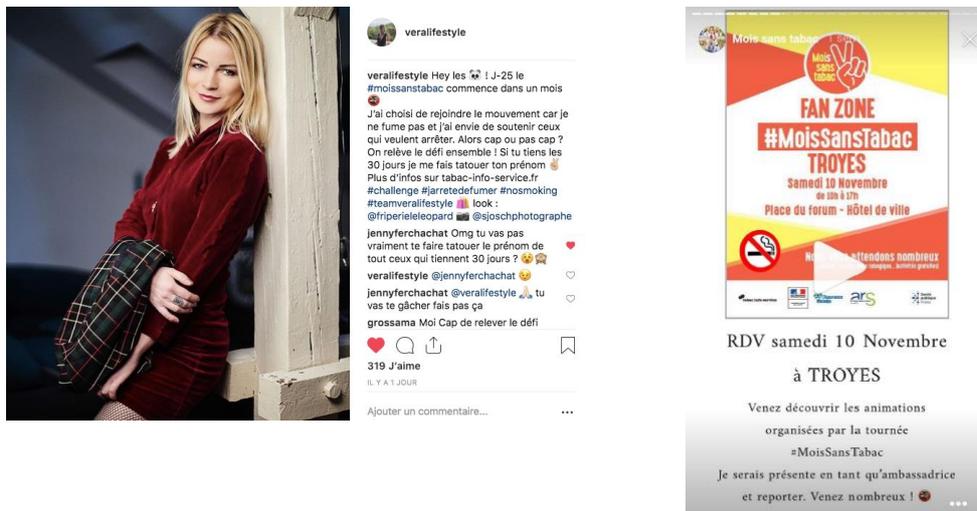
Photo 2 : Conférence de presse Mois Sans Tabac 2018, 10 octobre 2018, ARS Grand Est à Nancy



De plus, [l'ARS a largement soutenu la communication](#) de cet évènement en finançant, entre autres, une troisième fan-zone (manifestation à destination du grand public, fumeur ou non) en plus des deux prises en charge par Santé Publique France. A cette occasion, les fumeurs et/ou leur entourage ont pu rencontrer des professionnels tabacologues mais aussi des associations ou partenaires mobilisés sur le tabac.

La campagne 2018 a également profité cette année d'un dispositif de communication plus étoffé qui s'est appuyé sur un web influenceur. L'influenceuse locale choisie pour l'édition 2018 était Veralfestyle et a permis de relayer les informations concernant les fan-zones sur les réseaux sociaux et de sensibiliser et mobiliser les habitants (photo 3).

Photo 3 : Post de l'influenceuse Grand Est Veralfestyle et sur la fan zone Mois sans tabac de Troyes



Enfin, à l'occasion de cette édition 2018 du Mois sans tabac, l'ARS Grand Est a décidé de s'engager, avec le souci d'exemplarité, dans une démarche « administration sans tabac ». L'objectif visé est l'élaboration puis l'expérimentation d'une charte « ARS sans tabac », qui pourrait ensuite être mise à disposition des administrations et entreprises du Grand Est. Cette démarche, soutenue par la Direction Générale de l'ARS a comporté plusieurs temps :

- une visibilité marquée du Mois sans Tabac par la mise en place de bâches et d'oriflamme, sur les façades des locaux de l'ARS (photo 4) ;
- une proposition aux agents de bénéficier gratuitement, sur le temps de travail, d'une consultation auprès d'un tabacologue à l'occasion du Mois sans Tabac ;
- la réalisation d'une enquête auprès de l'ensemble des agents de l'ARS portant sur la consommation de tabac, l'intention ou non d'arrêt, les souhaits d'un accompagnement à l'arrêt. Cette enquête a permis de recenser les agents souhaitant participer à la réflexion sur la démarche « ARS sans tabac ». Cette enquête, présentée aux instances du personnel (Comité d'Agence et CHSCT), a été complétée par 254 agents (33 % de l'effectif) dont 37 ont répondu favorablement à la demande de participation au groupe de réflexion « ARS sans tabac ». Parmi ces 37 personnes, 8 étaient ex-fumeurs et/ou vapoteurs, 12 fumeurs et/ou vapoteurs et 17 non-fumeurs. La diffusion des résultats de l'enquête devrait avoir lieu courant janvier 2019 et le premier groupe de travail se mettra en place suite à cette diffusion.

Photo 4 : L'ARS Grand Est de Nancy et la Délégation territoriale 57 aux couleurs du Mois sans tabac



## L'environnement, agir sur la « dénormalisation » du tabac dans les espaces publics

Le troisième axe du programme régional de lutte contre le tabac est centré sur l'environnement. En effet, les études et les experts insistent sur l'importance de la dénormalisation du tabac dans la société. La notion d' « ARS sans Tabac » s'inscrit dans ce cadre, tout comme la promotion du concept de « Lieux de santé sans tabac » ou de façon plus générale celui de « Lieux sans tabac ».

Dans [l'Appel à projet régional 2018 « Fonds tabac »](#), un axe sur l'environnement a été identifié, ce qui a permis de financer l'amorçage de projets autour de la notion de « Lieux de santé sans tabac » mais également trois projets innovants visant à favoriser un environnement sans tabac. Deux de ces projets, portés par les Ligues contre le cancer, consistent à déployer les labels « espace sans tabac » dans toute la région Grand Est. Le troisième projet, porté par Grand Est Sans Tabac (GEST), vise à créer un label « Ville pilote sans tabac », s'appuyant sur des expériences menées à l'étranger, et à le tester à l'échelle du Grand Est dans trois villes volontaires.

Il est important de souligner qu'aucun des projets retenus ne vise à stigmatiser les fumeurs ou à restreindre les libertés. L'objectif poursuivi est la création d'un environnement qui soit le moins propice au tabagisme, qu'il s'agisse de tabagisme, actif ou passif.

**L'ARS Grand Est et ses partenaires sont engagés activement dans la lutte contre le tabac. Cette mobilisation collective est essentielle pour dénormaliser le tabac dans la société, éviter l'entrée dans le tabagisme, notamment chez les plus jeunes et aider les fumeurs à arrêter de fumer. Pour y parvenir, les stratégies d'interventions doivent s'adapter aux publics visés. Parce que le tabac est responsable chaque année de 73 000 décès prématurés, nous devons tous nous mobiliser pour construire un avenir sans tabac pour les générations futures.**

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Ce bulletin de santé publique présente un état des lieux détaillé et actualisé avec les données disponibles les plus récentes, des habitudes tabagiques et de la morbidité associée au tabac dans les régions françaises, jusqu'au niveau départemental lorsque cela était possible. Les données rassemblées, issues de systèmes de surveillance sanitaire mis en œuvre par différents partenaires (OFDT, Inserm, INCa, Francim, HCL et Santé publique France), soulignent à nouveau, une grande variabilité entre femmes et hommes, entre générations et entre les régions et, au sein de celles-ci, entre les départements. Ces résultats devraient contribuer à mieux définir, mettre en œuvre et évaluer les actions locales de santé publique en matière de prévention de l'entrée dans le tabagisme et d'accompagnement des fumeurs souhaitant arrêter, notamment dans le cadre des programmes régionaux de réduction du tabagisme.

Dans les mois qui viennent, cet état des lieux sera progressivement complété avec des données régionales de comportement en matière d'approvisionnement en tabac à l'étranger, ainsi que des données départementales en matière de consommation quotidienne de tabac pour les régions métropolitaines uniquement. Le prochain Baromètre de Santé publique France, prévu pour l'année 2020, concernera aussi bien les régions métropolitaines que celles d'outre-mer et permettra donc d'actualiser les données présentées dans ce BSP pour l'ensemble des régions françaises. Concernant la morbidité, des estimations régionales de la fraction de la mortalité attribuable au tabagisme seront également prochainement mises à disposition au niveau régional, ainsi que des estimations départementales relatives aux hospitalisations et à la mortalité par BPCO. Enfin, l'exploitation par l'OFDT de l'enquête nationale en collège et en lycée chez les adolescents sur la santé et les substances (EnCLASS), apportera également des éléments utiles quant aux habitudes tabagiques des adolescents.

## SOURCE DES DONNÉES

Plusieurs sources de données permettent la production d'indicateurs relatifs à la consommation de tabac et à la morbidité et la mortalité associée au tabac.

### 1) Les Baromètre santé et Baromètre de Santé publique France

Les Baromètres santé sont des enquêtes téléphoniques réalisées par sondage aléatoire. Mis en place dans les années 1990 par le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) puis portés par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) et aujourd'hui par Santé publique France, ils abordent les différents comportements et attitudes de santé des personnes résidant en France. Dans cet article, certaines évolutions sont présentées depuis 2000 mais la majeure partie des résultats provient des enquêtes Baromètre de Santé publique France 2017 et Baromètre santé DOM 2014.

Le Baromètre de Santé publique France 2017 est une enquête menée par téléphone auprès d'un échantillon de 25 319 personnes, représentatif de la population des 18-75 ans résidant en France métropolitaine et parlant le français. Les principaux thèmes abordés dans cette enquête étaient les addictions et la santé mentale. La méthode repose sur un sondage aléatoire à deux degrés. La réalisation de l'enquête, par système de Collecte Assistée par Téléphone et Informatique (Cati), a été confiée à l'Institut Ipsos. Le terrain s'est déroulé du 5 janvier au 18 juillet 2017. Le taux de participation était de 48,5 %. La passation du questionnaire a duré en moyenne 31 minutes. Les données ont été pondérées pour tenir compte de la probabilité d'inclusion, puis redressées sur la structure par sexe croisé avec âge en tranches décennales pour chaque région, la taille d'unité urbaine, la taille du foyer et le niveau de diplôme de la population résidant en France métropolitaine (population de référence : Insee, enquête emploi 2016). Le protocole complet de cette enquête est disponible dans un document référencé dans la bibliographie de ce BSP. Les nombres de fumeurs ont été estimés à partir des données du bilan démographique 2016 de l'Insee (population au 1<sup>er</sup> janvier 2017).

Le Baromètre santé DOM 2014 a suivi la même méthodologie qu'en métropole. La collecte des données a été confiée à l'institut Ipsos. Elle s'est déroulée du 29 avril au 27 novembre 2014. Le Baromètre santé DOM 2014 comprenait 8163 individus dont 4098 interrogés sur téléphone fixe et 4065 sur mobiles. Le taux de participation variait de 48% en Guadeloupe à 59% à La Réunion. La passation du questionnaire a duré en moyenne 33 minutes. Le protocole complet de cette enquête est disponible par ailleurs. (Richard JB, Andler R. Méthode d'enquête du Baromètre santé DOM 2014. Saint-Denis : Inpes, coll. Etudes santé territoires; 2015. 16 p. <http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1700.pdf>)

### 2) L'enquête ESCAPAD 2017

L'Enquête sur la Santé et les Consommations lors de l'Appel de Préparation À la Défense (ESCAPAD) est une enquête anonyme menée par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) s'appuyant sur un questionnaire auto-administré qui se déroule dans tous les centres actifs de la journée défense et citoyenneté (JDC) en France (y compris ceux des DOM) avec le soutien de la Direction du service national et de la jeunesse. Le questionnaire porte sur la santé de ces jeunes garçons et jeunes filles âgés de 17 ans, ainsi que sur leurs consommations de produits psychoactifs. Cette enquête a lieu tous les 3 ans (depuis 2005) au mois de mars sur une période variant de 1 à 2 semaines selon les années. Les données présentées dans ce bulletin sont issues de la 9<sup>ième</sup> enquête ESCAPAD qui consistait à interroger tous les jeunes convoqués à la JDC entre le 13 et le 25 mars 2017, soit 43 892 jeunes. Le taux de participation métropolitain, c'est-à-dire le nombre total de questionnaires remplis / nombre total de de présents, est de 97,4 %.

### 3) L'enquête nationale périnatale 2016

Des Enquêtes Nationales Périnatales (ENP) sont réalisées en routine en France pour fournir des données sur l'état de santé de la mère et du nouveau-né, les pratiques médicales pendant la grossesse et l'accouchement, et les facteurs de risque et aider à l'orientation des politiques de prévention. Les données présentées dans ce bulletin proviennent de l'ENP menée en France en 2016. Il s'agit d'un échantillon représentatif de toutes les naissances sur l'année. Les données ont été recueillies sur une semaine dans les maternités publiques ou privées ayant accepté de participer (n=513/517). Toutes les mères ayant accouché d'un enfant âgé d'au moins 22 semaines d'aménorrhée ou pesant au moins 500 grammes étaient éligibles. Le recueil des données se fait en deux parties : un entretien avec les femmes en suites de couches et une collecte de données à partir du dossier médical.

### 4) Les estimations régionales et départementales d'incidence du cancer du poumon

Les estimations départementales d'incidence du cancer du poumon sont réalisées à partir d'une modélisation utilisant les données des registres des cancers et les données des bénéficiaires d'une exonération du ticket modérateur au titre d'une affection de longue durée (ALD) pour cancer du poumon de l'Assurance maladie (tous régimes) issues du Système national des données de santé (SNDS).

### 5) Le Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI)

Les estimations des taux d'hospitalisation sont réalisées à partir des résumés de sortie anonymes (RSA) des séjours hospitaliers domiciliés en France entière (hors Mayotte) du Programme de médicalisation des systèmes d'information – médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie (PMSI-MCO) de l'Agence technique de l'information médicale (Atih).

### 6) Les certificats de décès

Les estimations des taux de mortalité sont réalisées à partir de la cause initiale (i.e. maladie qui a déclenché l'évolution morbide conduisant directement au décès) et des causes associées mentionnées dans la partie médicale des certificats de décès, domiciliés au moment du décès en France entière (hors Mayotte) du Centre d'épidémiologie sur les causes de décès (CépiDC, Inserm).

## DÉFINITION DES VARIABLES

Selon les enquêtes, les variables ont les définitions suivantes :

### 1) Le Baromètre de Santé publique France

Est qualifié de **fumeur quotidien** un individu déclarant fumer tous les jours ou déclarant une consommation de cigarettes (ou équivalent) par jour, et comme fumeur occasionnel un individu déclarant fumer mais pas quotidiennement. Sans précision, le terme « fumeur » regroupe les fumeurs quotidiens et les fumeurs occasionnels.

Est qualifié d'**ex-fumeur** une personne qui a fumé par le passé, que ce soit occasionnellement ou quotidiennement mais qui déclare ne pas fumer au moment de l'enquête. Une personne qui déclare avoir fumé seulement une ou deux fois pour essayer est considérée comme n'ayant jamais fumé.

L'usage de la cigarette électronique est mesuré par trois indicateurs : l'expérimentation, qui concerne les personnes qui ont déjà essayé la cigarette électronique, ne serait-ce qu'une bouffée ; l'usage actuel, qui concerne les personnes utilisant actuellement la cigarette électronique, quelle que soit la fréquence ; l'usage quotidien.

Les quantités de tabac fumées ont été calculées avec les équivalences suivantes : 1 cigare = 1 cigarillo = 2 cigarettes. Le questionnaire complet est disponible par ailleurs.

Le revenu du foyer par unité de consommation est obtenu en divisant l'ensemble des revenus du ménage par le nombre de personnes vivant dans le foyer, avec une pondération prenant en compte l'âge de celles-ci (1 UC pour le premier adulte dans le foyer, 0,5 UC pour les autres personnes âgées de 14 ans ou plus, 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans). Cette définition correspond à celle de l'INSEE. (Source : INSEE. Unité de consommation, 2016. Echelle dite de l'OCDE. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1802>)

La dépendance au tabac est estimée par le score HSI ou « Heaviness of Smoking Index ». Les niveaux de dépendance sont classés de la façon suivante :

- De 0 à 1 : pas de dépendance (physiologique) ou signes de dépendance faible à la nicotine,
- De 2 à 3 : signes de dépendance moyenne à la nicotine,
- De 4 à 6 : signes de dépendance forte à la nicotine.

### 2) L'enquête ESCAPAD 2017

Est défini comme **tabagisme quotidien** le fait d'avoir fumé en moyenne au moins une cigarette par jour durant les 30 derniers jours précédant l'enquête.

Est défini comme **tabagisme intensif** le fait d'avoir fumé en moyenne au moins 10 cigarettes par jour durant les 30 derniers jours précédant l'enquête.

### 3) L'enquête nationale périnatale 2016

Le statut tabagique des mères a été défini à partir des quatre questions : « Fumiez-vous juste avant votre grossesse (sans compter les cigarettes électroniques) ? », « Si oui, combien de cigarettes fumiez-vous en moyenne par jour ? », « Si non, aviez-vous arrêté de fumer en prévision de cette grossesse ? » et « Au 3<sup>e</sup> trimestre de la grossesse, combien de cigarettes fumiez-vous en moyenne par jour (sans compter les cigarettes électroniques) ? ». Ainsi, quatre profils tabagiques ont été identifiés : 1/ les femmes non fumeuses ; 2/ les femmes qui ont arrêté de fumer durant la grossesse ( $\geq 1$  cigarette/jours avant la grossesse et aucune cigarette/jours au 3<sup>e</sup> trimestre); les femmes qui ont continué de fumer au 3<sup>e</sup> trimestre, incluant 3/ celles divisant au moins par 2 leur nombre de cigarettes ( $R \geq 50\%$  : réduction  $\geq 50\%$ ) et 4/ celles réduisant faiblement, ne modifiant pas ou augmentant leur consommation ( $R < 50\%$  : réduction  $< 50\%$ ) au cours de la grossesse (N=591). Cette évolution correspondait au rapport [nombre de cigarettes au 3<sup>e</sup> trimestre – nombre de cigarettes avant la grossesse] / nombre de cigarettes avant la grossesse)\*100.

### 4) Les estimations régionales et départementales d'incidence du cancer du poumon

Le principe de prédiction de l'**incidence du cancer du poumon** dans un département consiste à appliquer, par âge, le rapport moyen entre le nombre de nouvelles admissions en ALD pour cancer du poumon (codes CIM10 C33 à C34) et l'incidence mesuré dans la zone registre (i.e. départements couverts par un registre de cancers), aux données ALD du département. Par exemple, si, dans la zone registre, on observe, pour un âge donné, 100 cas de cancers incidents et 200 patients nouvellement admis au bénéfice de l'exonération du ticket modérateur au titre d'une ALD, alors le nombre de cancers incidents pour cet âge dans ce département sera estimé à partir du nombre de nouvelles admissions en ALD pour cancer du poumon divisé par deux.

### 5) Les données du PMSI-MCO :

Le dénombrement des **hospitalisations pour exacerbations de BPCO** a été fait à partir des séjours hospitaliers mentionnant les codes CIM10 suivants :

- J44.0 à J44.1 en diagnostic principal,
- J96.0 en diagnostic principal et J43 à J44 en diagnostic associé,
- J09 à J22 en diagnostic principal et J43 à J44 en diagnostic associé,
- J43 à J44 en diagnostic principal et J09 à J22 en diagnostic associé ou J96.0 en diagnostic associé.

**6) Les certificats de décès :**

Le dénombrement des **décès par cancer du poumon** a été fait à partir des certificats de décès mentionnant un cancer du poumon en cause initiale (codes CIM10 : C33 à C34).

Le dénombrement des **décès par BPCO** a été fait à partir des certificats de décès mentionnant en cause initiale :

- Une bronchite sans autre indication (code CIM10 : J40),
- Une bronchite chronique (codes CIM10 : J41 à J42),
- Un emphysème (code CIM10 : J43),
- Une autre maladie pulmonaire obstructive chronique (code CIM10 : J44).

Le dénombrement des **décès liés aux principales pathologies associées à la consommation de tabac** (cancer du poumon, cardiopathie ischémique et BPCO) a été fait à partir des certificats de décès mentionnant :

- Un cancer du poumon en cause initiale (codes CIM10 : C33 à C34),
- Une cardiopathie ischémique en cause initiale (codes CIM10 : I20 à I25),
- Une BPCO en cause initiale ou associée (codes CIM10 J40 à J44).

**EFFECTIFS RÉGIONAUX DES ENQUÊTES**

	Baromètre 2017	ESCAPAD 2017	ENP 2016
Ile-de-France	4 404	6 662	2 741
Grand-Est	2 159	3 046	963
Hauts-de-France	2 152	4 028	1 141
Normandie	1 363	2 268	627
Centre-Val-de-Loire	988	1 867	448
Bourgogne-Franche-Comté	1 133	1 844	439
Bretagne	1 428	2 241	574
Pays de la Loire	1 597	2 410	740
Nouvelle Aquitaine	2 484	3 330	892
Auvergne-Rhône-Alpes	3 329	4 739	1 495
Occitanie	2 371	3 264	888
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 911	3 083	768
Corse	108	333	28
France métropolitaine	25 319	39 115	11 744

	Baromètre 2014	ESCAPAD 2017	ENP 2016
Guadeloupe	1 952	435	
Martinique	1 945	351	
Guyane	1 904	430	
La Réunion	2 010	382	
Métropole	15 186	39 115	11 744

## BIBLIOGRAPHIE

- Andler R., Richard J.-B., Nguyen-Thanh V. Baromètre santé DOM 2014. Tabagisme et usage d'e-cigarette. Saint-Maurice : Santé publique France, 2016 : 14 p.
- Berthier N, Guignard R, Richard JB, Andler R, Beck F, NguyenThanh V. Comparaison régionale du tabagisme et de l'usage de cigarette électronique en France en 2014. Bull Epidemiol Hebd. 2016;(30-31):508-14. [http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2016/30-31/2016\\_30-31\\_4.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2016/30-31/2016_30-31_4.html)
- Delmas MC, Pasquereau A, Roche N, Andler R, Richard JB, et le groupe Baromètre sante 2017. Connaissance de la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO) en France : Baromètre sante 2017. Bull Epidemiol Hebd. 2018;(35-36):703-8. [http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/35-36/2018\\_35-36\\_3.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/35-36/2018_35-36_3.html)
- Demiguel V, Blondel B, Bonnet C, Andler R, Saurel-Cubizolles MJ, Regnault N. Evolution de la consommation de tabac a l'occasion d'une grossesse en France en 2016. Bull Epidemiol Hebd. 2018;(35-36):694-703. [http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/35-36/2018\\_35-36\\_2.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/35-36/2018_35-36_2.html)
- Info presse Mois Sans Tabac, Santé Publique France, Novembre 2018. <https://www.santepubliquefrance.fr/Accueil-Presses/Tous-les-communiqués/3eme-edition-MoisSansTabac.-Bien-se-preparer-pour-augmenter-ses-chances-de-succes>
- Institut national de la statistique et des études économiques. Population totale par sexe et âge au 1<sup>er</sup> janvier 2017, France métropolitaine, Bilan démographique 2016 : INSEE; 2017 [15/01/2018]; [\[https://www.insee.fr/fr/statistiques/1892088?sommaire=1912926\]](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1892088?sommaire=1912926).
- Institut national de la statistique et des études économiques INSEE. Unité de consommation, 2016. Echelle dite de l'OCDE. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1802>
- L'état de santé de la population en France. Rapport 2017. Saint-Maurice : Santé publique France; 2017. 436p. [http://invs.santepubliquefrance.fr/publications/etat\\_sante\\_2017/ESP2017\\_Ouvrage\\_complet\\_vdef.pdf](http://invs.santepubliquefrance.fr/publications/etat_sante_2017/ESP2017_Ouvrage_complet_vdef.pdf)
- Pasquereau A, Andler A, Guignard G, Richard JB, Arwidson P, Nguyen-Thanh V ; le groupe Baromètre santé 2017. La consommation de tabac en France : premiers résultats du Baromètre santé 2017. Bull Epidemiol Hebd. 2018;(14-15):265-73. [http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/14-15/2018\\_14-15\\_1.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/14-15/2018_14-15_1.html)
- PRS - Projet Régional de Santé 2018-2028 – Construisons ensemble la santé de demain – ARS Grand Est – Page 18 – Juin 2018. <https://www.grand-est.ars.sante.fr/projet-regional-de-sante-grand-est-2018-2028-2eme-generation>
- Richard JB, Andler R. Méthode d'enquête du Baromètre santé DOM 2014. Saint-Denis : Inpes, coll. Etudes santé territoires; 2015. 16 p. <http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1700.pdf>
- Santé publique France. Questionnaire Baromètre santé 2017. Saint-Maurice: Santé publique France; 2018. <http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1812.pdf>
- Santé publique France. Surveillance épidémiologique de la broncho-pneumopathie obstructive et de l'insuffisance respiratoire chronique. <http://invs.santepubliquefrance.fr/Dossiers-thematiques/Maladies-chroniques-et-traumatismes/Broncho-pneumopathie-chronique-obstructive-et-insuffisance-respiratoire-chronique>
- Spilka S., Le Nézet O., Janssen E., Brissot A., Philippon A., (2018) Les drogues à 17 ans : analyse régionale. Enquête ESCAPAD 2017. OFDT, Septembre 2018, 55 p. <https://www.ofdt.fr/publications/collections/rapports/rapports-d-etudes/rapports-detudes-ofdt-parus-en-2018/les-drogues-17-ans-analyse-regionale-enquete-escapad-2017/>
- Velten M, Marrer E, Debreuve-Theresette A, Cariou M, Billot-Grasset A, Chatignoux E. Estimations régionales et départementales d'incidence et de mortalité par Cancers en France, 2007-2016. Grand Est. Saint-Maurice : Santé publique France, 2019. 173p.
- World Health Organization. The Ottawa Charter for Health Promotion. Geneva, Switzerland: WHO; 1986 Nov 21. <https://www.who.int/healthpromotion/conferences/previous/ottawa/en/>

## COMITÉ DE RÉDACTION DU BSP TABAC GRAND EST

### Santé publique France

Raphael Andler, Christophe Bonaldi, Oriane Broustal, Chloé Cogordan, Jessica Gane, Romain Guignard, Youssouf Hassani, Dominique Jeannel, Mélanie Martel, Viet Nguyen-Thanh, Ursula Noury, Valérie Pontiers, Jean-Baptiste Richard, Elodie Terrien, Michel Vernay, Nicolas Vincent

Avec la contribution de : Marjorie Boussac, Olivier Catelinois, Edouard Chatignoux, Francis Chin, Marie-Christine Delmas, Virginie Demiguel, Florence de Maria

Sous la coordination de : Dominique Jeannel, Viet Nguyen-Thanh, Jean-Baptiste Richard, Michel Vernay

### Agence régionale de santé Grand Est

Cécile Gailliard, Dr Lidiana Munerol

## REMERCIEMENTS

Le comité de rédaction remercie le réseau Francim des registres des cancers, les Hospices civils de Lyon (HCL), l'INSERM (unité EPOPé), l'Institut national du Cancer (INCa) et l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) pour l'autorisation de présenter dans ce BSP Tabac des indicateurs provenant de rapports et articles publiés, ainsi que l'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est.